

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 5 AVRIL 1977
N° 418 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission paritaire 56942
* *

*Nouvelles
de Franche-Comté*

Voir page 5

**«RENCONTRE
EXPLORATOIRE»
CGT - CFDT**

**Assez de
manœuvres
électorales !**

Deux semaines après les élections municipales, la «situation sociale», comme l'appellent certains, revient à l'ordre du jour. Ce n'est que déclarations de dirigeants syndicaux, commentaires sur les conséquences de la poursuite du plan Barre. A cela, rien d'étonnant : si les confédérations ont réussi, le temps de la préparation des dernières élections, à museler pour une bonne part la colère ouvrière, elles n'y étaient pas totalement parvenues : les conflits de Manil, dans les Ardennes, de la Sescosem dans la banlieue grenobloise, des dockers à Dunkerque, se déroulaient sans respect de la trêve des urnes, tandis que les travailleurs de Schlumpf prenaient l'initiative en occupant le musée des deux frères-patrons.

A plus forte raison, alors que les discours électoraux ont pris fin, les centrales savent aujourd'hui qu'elles vont devoir à adopter une nouvelle affirmation de la volonté de riposte au plan d'austérité, venant de larges couches de la classe ouvrière. Que ce soit à la CGT ou à la CFDT, les directions, liées l'une au PCF et l'autre au parti socialiste, n'ont certainement pas l'intention de laisser cette volonté de lutte se concrétiser sous la forme d'un mouvement d'ensemble.

Un affrontement direct entre les ouvriers et leurs ennemis de classe viendrait, à leurs yeux, remettre en cause le vote favorable à l'union de la gauche d'une série d'éléments appartenant tant à la bourgeoisie moyenne qu'à la petite bourgeoisie.

**Lire la suite
de notre article p.3**

SCHLUMPF (MULHOUSE)

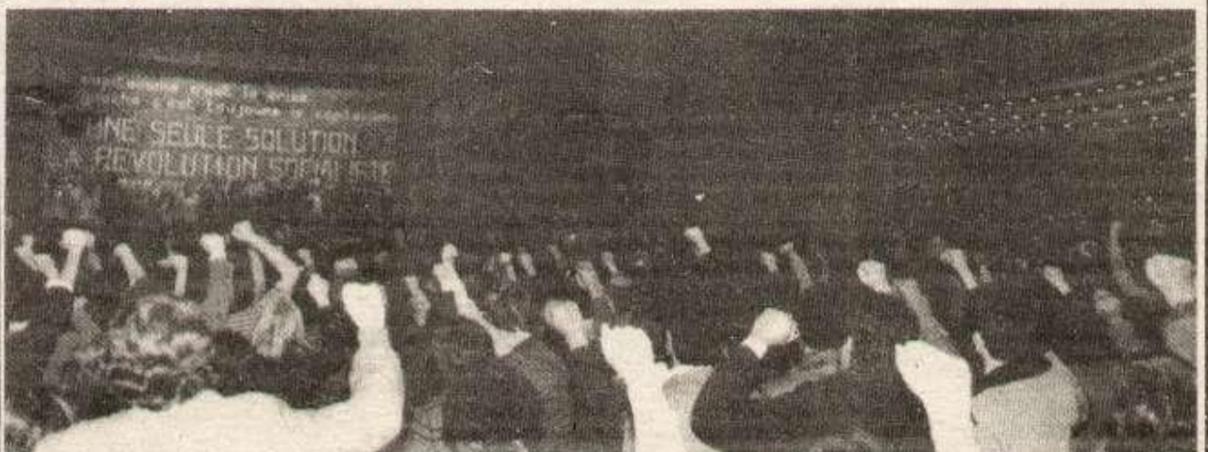
**60 CERFS DE LUXE
DEJA RECLASSES
1300
TRAVAILLEURS
LICENCIES !**



On va en entendre parler des 1300 travailleurs des filatures Schlumpf de Mulhouse et Malmerspach : ce mardi soir, ils appellent à une manifestation de masse devant les portes du musée de tacots de luxe qu'ils occupent depuis un mois. Demain, la vallée de St Amarin sera toute la journée déserte et sans vie, seulement troublée par les ouvriers qui se rassembleront dans l'après-midi.

Car la bourgeoisie, à vouloir écraser les ouvriers de Schlumpf, se surpasse : tandis que les lettres de licenciements pleuvent comme grêle sur les travailleurs du groupe Schlumpf, les liquidateurs judiciaires ont trouvé le temps et les millions pour «reclasser» dans des parcs acclimatés de la région parisienne, 60 cerfs sikas de la plus belle espèce qui s'ennuyaient sans leurs maîtres à Malmerspach.

PLEIN SUCCÈS DU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE Marxiste - Léniniste



Voir p.8 et p.9

SADATE CHEZ CARTER

*L'OLP fera obstacle
au plan américain*

La visite de Sadate à Carter entre dans le cadre du «plan de paix» de l'impérialisme US contre la Résistance Palestinienne. Sadate a dit dimanche à Paris que les États-Unis ont entre les mains «99% de la paix». Mais en armant Israël ils détiennent aussi 99% des facteurs de guerre. Jusqu'où iront les concessions illusoires de l'Égypte et de la Syrie ? L'OLP montre, dans le document que nous publions aujourd'hui qu'elle rejette résolument ces manœuvres.

voir notre article en p 7

**Hold-up, trafic d'armes :
2 policiers arrêtés**

**Les brigades
très spéciales
de Grenoble**

voir notre article en p.2

INFORMATIONS GÉNÉRALES

ARENCE

Le préfet «justifie» la prison

La lettre de Poniatowski publiée dans le Quotidien du Peuple montre l'importance attachée par la police au maintien de la prison d'Arrenc comme maillon essentiel du dispositif anti-immigrés à Marseille. Le préfet de police, Camille Michel a utilisé les colonnes du «Soir» pour tenter une nouvelle fois de justifier l'existence d'Arrenc, n'hésitant pas à la déclarer parfaitement légale. Cette légitimité, le centre d'hébergement la tiendrait d'abord des déclarations de Poniatowski et Lecanuet qui ont «reconnu» son existence.

Ensuite, d'un arrêt de la cour d'appel d'Aix précisant que les personnes en instance d'expulsion peuvent être détenues.

Enfin de l'article 120 du

code pénal qui concerne les expulsions.

Ces «arguments» ne font qu'esquiver le véritable problème : sous le nom de «centre d'hébergement», Arrenc fonctionne comme une prison où sont enfermés des travailleurs immigrés sur simple décision de police sans aucun motif juridique. Il s'agit donc d'arrestations illégales, de séquestrations. Arrenc est illégale : le fait que Poniatowski ou Lecanuet l'aient «couverte» ne change rien à l'affaire.

Mais comme le rappelait notre bureau de presse de Marseille la légalisation éventuelle d'Arrenc ne saurait arrêter la lutte contre elle. Plus que jamais il faut exiger la fermeture de la prison et l'arrêt des expulsions. Les responsables des arrestations illégales doivent être inculpés !

UNE NOUVELLE BAVURE

Un voleur de voiture tué par des gendarmes

Le dimanche 27 mars, les gendarmes de Carry-le-Rouet étaient informés du vol d'une 504. Peu après, cette voiture était repérée garée dans un tournant. A l'approche de l'estafette des gendarmes, le conducteur tenta de s'enfuir. En essayant de passer entre l'estafette et le bord de la route. Un gendarme tira alors une balle sur la 504 qui alla s'écraser en contrebas de la corniche. Le conducteur, un jeune homme de 20 ans, est mort dans l'après-midi au centre hospitalier de Martigues.

On ne connaît que la version de la gendarmerie. Ce qui apparaît avec certitude en tout cas, c'est que le gendarme a tiré sur le conducteur et non dans les pneus de l'automobile. Un homme a été abattu par les gendarmes pour le vol d'une voiture !

Bureau de presse de Marseille



Une autre bavure policière. Le 8 avril 1975, trois flics du SRPJ de Versailles ont tué « par erreur » un représentant de commerce, sa voiture criblée de balles.

AFFAIRE SPAGGIARI LES AMIS DE MEDECIN NE SONT PAS CONTENTS

Hélène Mattéi, Jean-Paul Claustre, Michel Falicon, membres de différents cabinets du Maire de Nice, Jacques Médecin, ainsi que Jean Oltra, chargé des relations publiques de la Ville de Nice, ont porté plainte en diffamation contre l'hebdomadaire «L'Express».

Un journaliste y signalait leur participation à des réunions d'une internationale fasciste, tenues près d'Aix-en-Provence, en présence d'Albert Spaggiari. Les amis de Médecin estiment que ces affirmations sont mensongères.

GRENOBLE

DES BRIGADES TRES SPECIALES

Deux policiers grenoblois ont été inculpés et mis en prison. Alain Girona est impliqué dans une affaire de trafic d'armes entre la Suisse et la France. Gérard Vialard est accusé de participation à un hold-up contre une agence du Crédit Lyonnais à Nîmes. « Coïncidence », tous deux ont appartenu il y a encore peu de temps aux « Brigades de surveillance de nuit », ex « Brigades spéciales de nuit »

Brigades spéciales est bien le mot qui convient en l'occurrence. Elles ont été créées en 1972 avec pour objectif officiel de lutter contre le «milieu» grenoblois.

Mais ces «incorruptibles» se révélèrent rapidement comme de dangereux «cow-boys» à la gâchette rapide. Les «bavures» se multiplièrent ; la plus notoire eut lieu en octobre 1972.

Deux étudiants canadiens dont le seul tort était d'avoir les cheveux longs furent interpellés par des individus qui ressemblaient à s'y méprendre à des truands.

Les deux étudiants s'enfuirent alors. L'un d'eux est grièvement blessé à l'artère fémorale ; il s'en sort de justesse. A la suite de sa plainte une enquête est menée mais, comme de juste, elle n'aboutira pas.

Les brigades changent de nom et comportent désormais un policier en uniforme (jusqu'alors elles étaient

composées de trois ou quatre «civils»). Mais ses méthodes ne changent guère au point que plusieurs de ses membres en sont retirés.

Ce fut précisément le cas de Girona et Vialard. Ce dernier devint simple planton. On pourrait donc penser que les actes qui leur sont reprochés proviennent d'une «rancœur» de flics habitués à l'action et

rétrogradés dans des tâches plus routinières. En fait, cette transformation de policiers en truands fait penser à d'autres affaires comme celles concernant la police lyonnaise (Javilliey). L'«infiltration» du milieu conduit à des pratiques politicières qui ne se distinguent plus guère de celles des truands eux-mêmes. Récemment encore deux autres policiers ont été arrêtés pour une affaire de trafic d'armes, là aussi à partir de la Suisse. Quand on sait les liens tissés entre le milieu et certaines formations politiques au pouvoir on peut se poser des questions sur la nature de ces trafics.

LES MAUVAIS COUPS (DE CISEAUX) DE RENÉ HABY

Dans le cadre de sa réforme, le ministre de l'Education nationale poursuit son œuvre de «moralisation» de l'enseignement afin d'éviter que se propa-

gent « le doute généralisé, la critique systématiquement destructrice ». La revue *Textes et Documents pour la Classe*, publiée par l'Institut National de la Recherche

pedagogique (INRDP) est l'objet de l'attention étroite du ministre. Un numéro sur les travailleurs avait été carrément supprimé. Un autre, sur les marais de Guérande vient d'être retouché à coups de ciseaux. Exemple des passages censurés sont en gras) *La survie des marais salants dans cette région apparaît aujourd'hui précaire pour des raisons diverses : vieillissement de la population paludière, monopole de la société Les Salins du Midi entraînant la mévente du sel breton et concurrence des sels étrangers, mainmise sur la région de groupes bancaires en vue de son aménagement touristique...*

EXPLOSION AU SIEGE DE LA CFT

Une explosion a dévasté l'entrée des locaux du syndicat fasciste CFT dans le 15^e arrondissement de Paris. Les vitres de l'immeuble de sept étages ont été soufflées ainsi que des vitrines de magasins et des vitres d'appartements dans un rayon de 300 mètres.

Jean-Antoine Tramonî. La police les accuse d'avoir fourni l'arme et les cartouches. Dans le cadre de la recherche de Christian Harbulot, la police semble vouloir intensifier les interpellations et perquisitions qu'elle a multipliés ces jours-ci.

L'attentat a été revendiqué par les «noyaux armés pour l'autonomie populaire», groupe qui a aussi revendiqué avoir exécuté Tramonî, l'assassin de Pierre Overney.

Nous dénonçons les manœuvres policières d'intimidation et de répression développées à l'occasion de la mort de Tramonî. Cependant, tout en respectant les motifs qui ont poussé certains à ces actes de révolte, les marxistes-léninistes ne sauraient approuver ce type de violence qui se substitue dans la situation actuelle à l'action des masses.

Dans cette affaire, rappelons que trois personnes ont été inculpées samedi «de complicité d'homicide volontaire sur la personne de

L'équipe rédactionnelle de l'INRDP a démissionné à la suite de ces censures successives. Un nouveau directeur vient d'être nommé qui a déclaré tout de go : «L'INRDP doit être un bureau d'étude au service du ministère comme il y en a chez Simca et Citroën...»

A l'Education Nationale en vue de ces références...

Suite de la grève de la faim de Detlev Schultz

En RFA, des détenus politiques allemands font la grève de la faim depuis le 1^{er} avril pour obtenir que les conditions de détention soient celles définies par la Convention de Genève et qu'une enquête soit ouverte sur la mort en prison de Meins, Haussner, et Ulrike Meinhof, trois militants de la «bande à Baader».

Par solidarité, Detlev Schultz, toujours menacé d'extradition par le gouvernement français, a entamé le même jour une grève de la faim. Il l'arrêtera si les détenus allemands obtiennent satisfaction ou si son extradition est définitivement repoussée par le gouvernement français.

Nouveaux billets de 50 F

Les billets de 50 F se font rares dans les poches des travailleurs en fin de mois, surtout depuis le plan Barre. Mais Barre a trouvé une idée («En France, on a des idées...») pour faire oublier les problèmes de quantité il s'attache à la qualité.

Le billet de 50 F va donc changer de tête : c'est Quentin de la Tour qui désormais remplacera petit à petit Racine. Quentin de la Tour est un peintre. Barre en aura bien besoin pour ravalier la façade du pouvoir giscardien !

CORSE : 4 ATTENTATS CONTRE LES AUTONOMISTES

Dans la nuit de vendredi à samedi, quatre attentats ont été commis en Corse orientale contre des personnes connues pour leurs convictions autonomistes. Une bombe a détruit la maison de Roger Simoni, ancien président de la FDSEA à Ghisonaccia. La voiture de M. Ros Salvador, chef des pompiers de l'aéroport de Bastia, a sauté. A Morta Difiu-morbo, le bar de M. Vesperini a été dévasté par une explosion.

VITRY : CITÉ BALZAC, LA POLICE KIDNAPPE UN ENFANT

Le jeune M, algérien, est un enfant difficile. Ses maîtres le savent. Le jeune M a eu comme bien d'autres enfants, des difficultés avec des contractuels qui règlent la circulation devant l'école Anatole France. La contractuelle houspille les enfants retardataires ou qui ne marchent pas dans les clous. Les enfants de l'école Blaise Pascal, qui accompagnaient leurs petits frères à Anatole France ne veulent plus y aller : la contractuelle leur interdisait de ressortir de l'école pour aller à la leur, croyant qu'ils repartaient. Bref, le jeune M a eu des mots avec la contractuelle. Il lui aurait même jeté des cailloux. Et vendredi, c'est le guet-apens. Les flics guettent. A 13 h 30, M s'engage sur le passage clouté que garde la contractuelle. Un signe de tête et 4 agents l'empoignent et l'enlèvent. M a 10 ans. Les instituteurs alertés, arrivent. L'enfant n'est plus là. Il est au commissariat. La famille ira le chercher dans l'après-midi. A la rentrée, les instituteurs comptent reprendre l'affaire.

Depuis longtemps, quant à elle, la cellule locale du PCF réclame avec insistance la création dans le quartier... d'un commissariat de police...

TORNADE AU BANGLA DESH

La tornade qui sévit depuis quatre jours au Bangla Desh, a déjà fait au moins 328 morts et un millier de blessés. Les dégâts causés aux récoltes en bétail et aux habitations sont considérables.

ASSEZ DE MANOEUVRES ELECTORALES!

Suite de la une

Il ne leur est cependant pas possible d'adopter strictement la même attitude qu'il y a quelques semaines. Les élections législatives sont maintenant trop loin pour qu'on puisse demander aux travailleurs de patienter en attendant le succès que les partis de gauche comptent y remporter. D'où les multiples prises de position où les Séguy et les Maire tentent de faire croire à leur préoccupation d'organiser une véritable riposte à la politique d'austérité du pouvoir en place.

Mettre l'accent sur les journées nationales, telle est la solution présentée par la confédération CGT, tandis que la CFDT, de son côté, prétend que la mobilisation est insuffisante. Deux manières différentes de s'opposer à une véritable convergence du combat engagé jusqu'ici en ordre dispersé.

Mais ce n'est pas seulement leurs rapports avec les travailleurs que les directions syndicales cherchent à régler par ces propositions différentes, et somme toute bien routinières. PCF et PS se trouvent en effet, l'un et

l'autre, dans une concurrence où les syndicats occupent une place importante. Récemment, Marchais a proposé de les associer à la renégociation du programme commun. Il s'agissait, pour lui, d'utiliser la plus grande force de la CGT par rapport à la CFDT pour compenser la faiblesse électorale relative du PCF par rapport au PS.

Par ailleurs, le PCF souhaite poursuivre, au plan syndical, ce qu'il a déjà largement entrepris grâce à la formation de listes communes de l'union de la gauche aux dernières élections : multiplier les situations où le parti socialiste, à travers ses militants, se trouve directement en liaison avec le PCF. Cet objectif est déjà rempli dans une série de mairies, et Marchais aimerait le voir avancer maintenant dans les entreprises, grâce aux initiatives communes auxquelles les journées d'action sont particulièrement favorables. Jusqu'ici, aussi bien sur la participation à la discussion du programme commun que sur les journées d'action, la direction CFDT a préféré

garder ses distances, pour éviter ce piège.

Ces derniers jours, les grévistes de la BNP de Paris ont dû faire face à plusieurs reprises aux interventions policières. Ceux de Schlumpf, chassés du « musée » où leurs patrons avaient entassé les fruits de leur travail, ont riposté en occupant leurs entreprises. Dans les PTT et d'autres secteurs de la fonction publique, les conflits se multiplient, tandis que se

poursuit la grève des dockers à Usinor-Dunkerque. Partout, la question que se posent de plus en plus nombreux les travailleurs est celle de faire face à la bourgeoisie sans attendre 78.

Au fur et à mesure que les semaines passent, que la situation s'aggrave pour les masses, l'attitude des confédérations devient de plus en plus insupportable.

Jean LERMET

ASSEMBLÉE NATIONALE : FORMALITÉS EXPÉDIÉES EN 2 HEURES

La session de printemps de l'Assemblée s'est donc ouverte samedi. Deux cents députés à peine avaient cru bon d'y assister et de participer à la nomination du nouveau bureau. Le nouveau ministre chargé des re-

lations avec le parlement, Raymond Barre, était cependant présent, ainsi que son secrétaire (d'État) Poncet. Toutes les formalités ont été expédiées en deux heures, et Edgar Faure a repoussé les éloges funèbres des députés morts « à une prochaine fois ».

Les choses sérieuses commencent cet après-midi à 16 h.

Bergeron

PLUSIEURS TACTIQUES, UN MÊME BUT : S'OPPOSER AUX LUTTES

« C'est un peu comme le soleil, qui, l'été, chauffe les aiguilles de pin. Lorsque cela a bien chauffé longtemps, le feu prend à la moindre étincelle. » Voilà comment Bergeron, le secrétaire général de FO, voit la situation aujourd'hui : « une accumulation de rancœur et d'insatisfactions, qui, un beau jour, conduira à une explosion de la classe ouvrière ». Bergeron entend donc se comporter comme un parfait pompier, et tout faire pour éviter que la classe ouvrière ne rentre en lutte. C'est le sens et le but de l'audience qu'il vient de demander à Barre, c'est le sens aussi des déclarations qu'il multiplie dans la presse ou à la radio.

Pour lui, un seul remède est valable pour éviter « l'explosion » tant redoutée des bourgeois aujourd'hui : les contrats salariaux et les discussions de conventions collectives. Grâce à l'aide de FO, mais aussi des autres directions syndicales, cette tactique patronale a pu, c'est vrai, avoir quelques effets dans le secteur nationalisé, à l'EDF par exemple. Mais ce n'est pas la moindre preuve de faiblesse de la bourgeoisie aujourd'hui que d'être obligé d'abandonner la tactique des contrats de progrès inaugurés par Chabân-Delmas et son conseiller Delors (aujourd'hui au PS) en 70. Barre ne manquera d'ailleurs pas d'exposer au très compréhensif Bergeron les difficultés inextricables dans lesquelles le gouvernement est impliqué aujourd'hui. Cependant, l'of-

fensive de Bergeron en ce moment n'a pas pour seul but de faire face à la situation présente : le congrès national de FO se tient en mai à Vichy, et quand on lui demande s'il y a des discussions dans son syndicat, Bergeron avoue : « que l'action menée actuellement par FO dans les entreprises nationalisées, dans la fonction publique et ailleurs sont décidées au moins la moitié du temps avec moi ». Ce qui montre bien que la moitié du temps, l'activité de FO échappe à son secrétaire général. En parlant plus haut et plus fort, en menaçant même comme il l'a fait hier au micro de France Inter « d'aller jusqu'au bout, jusqu'à la grève ! » Bergeron cherche à effacer un peu son aspect spécialiste des antichambres ministérielles pour garder sa place



au sein de « son » syndicat.

Par ailleurs, la poussée de la gauche aux municipales, la probable victoire de celle-ci en 78 ne peut pas laisser insensible un Bergeron qui rappelle - ça ne lui était pas arrivé depuis longtemps - qu'il est membre du Parti socialiste. Toujours prêt quand il s'agit de s'opposer aux travailleurs, FO se prépare à faire face : membre du PS, Bergeron n'aura pas de mal, là non plus, à faire régulièrement le tour des ministères, et il prépare déjà son argumentation face aux travailleurs : « Nous avons conscience que la tâche d'un

gouvernement de gauche ne sera pas facile étant donné le contexte des réalités mondiales. La marge de manœuvre des gouvernements nationaux est extrêmement étroite. Les difficultés des travaillistes en Grande-Bretagne ou des sociaux-démocrates en Allemagne fédérale sont là pour nous le rappeler. » Pour une fois, Bergeron et FO ne sont pas si éloignés des autres directions syndicales : comment préparer l'après 78, comment expliquer que les promesses ne seront pas tenues, c'est une question qui fait l'unité aujourd'hui dans toutes les directions.

A PEINE ÉLUS, ILS SE DÉCHIRENT DÉJÀ

La ville de Bischheim (115 000 habitants) située dans la banlieue Nord de Strasbourg et qui compte d'importants ateliers SNCF, a une vieille tradition ouvrière qui remonte déjà aux temps lointains du Parti Social-démocrate allemand (avant 1918).

Aux récentes élections municipales, la liste d'Union de la Gauche, PC-PS a enlevé au 2^e tour la totalité des 27 sièges du Conseil Municipal au maire sortant Huck, ancien socialiste qui avait tourné sa veste après 58. Bischheim est devenu ainsi avec Schiltigheim et Oswald, la 3^e ville administrée par la gauche dans le Bas Rhin.

Il faut dire que cela avait commencé bien avant : après de laborieuses négociations, la liste, d'Union de la Gauche avait été constituée à égalité : 13 PS, 13 PC plus 1 « personnalité indépendante ».

Impossible de se mettre d'accord sur une tête de liste, il y en avait 5 : 2 dingants du PC, 2 du PS plus la personnalité ! La répartition des postes de responsabilité, et en premier lieu du poste de maire, devant se faire d'après les résultats obtenus au suffrage universel. Cet accord boiteux était déjà remis en question à la veille du 2^e tour par le PS qui, considérant son avance (du reste faible) sur le PC au 1^{er} tour, déclarait qu'en cas de victoire de la gauche, le maire de Bischheim serait socialiste.

Au lendemain, du 2^e tour, l'intégralité de la liste de gauche ayant été élue et les fractions PC et PS se partageant un nombre pratiquement égal de voix, les couteaux ont été tirés des fourreaux et le différend porté sur la place publique. Le PS, arguant du fait que ses 2 têtes de listes étaient arrivées en tête a réclamé pour elles les postes de maire et de 1^{er} adjoint. Le PC, mettant en avant le faible écart de voix séparant les candidats PC et PS, a proposé, comme étant « la seule solution raisonnable » l'élection comme maire du D^r Lutz, personnalité présentée comme indépendante mais dont on sait qu'il a misé sur le PCF. On dit qu'il n'a accepté de figurer sur la liste d'Union de la gauche qu'avec l'assurance donnée par le PCF d'être choisi comme maire en cas de victoire, il est d'ailleurs fort peu estimé par les travailleurs qui lui reprochent notamment d'avoir abandonné son cabinet de généraliste pour ouvrir un cabinet de dermatologue beaucoup plus rentable et de se préoccuper plus de son élevage de chevaux que de la vie de la cité !

A un tract du PCF répondait un communiqué du PS et on en était là jeudi soir, où près de 400 personnes, dont beaucoup de travailleurs, s'étaient rassemblées à la salle des fêtes (la mairie ne pouvant les contenir) pour assister à l'élection du nouveau maire.

Les supporters respectifs du PS et du PC, bien qu'en minorité, s'affrontèrent d'abord de la voix, chaque camp encourageant son candidat et conspuant celui du camp adverse. Quand le silence put être établi, on passa au vote : 1^{er} tour : 13 contre 13 et un bulletin nul. Deuxième tour pareil. Au 3^e tour, le candidat du PC, le docteur Lutz, s'étant sans doute décidé à voter pour lui-même, on obtenait, 14 PC contre 13 PS et Lutz était déclaré maire ! Aussitôt le PS lut une déclaration préparée à l'avance et annonça la démission de ses 13 conseillers. Après quelques minutes de brouhaha et devant une salle de plus en plus indifférente, le spectacle (« on se croirait au cinéma » avait lancé en alsacien, un vieux travailleur) continua : les conseillers PC procédèrent à l'élection des adjoints, en réservant toutefois « comme le prévoit le programme commun » 4 places d'adjoints au PS.

Le désarroi et la colère étaient grands chez les travailleurs présents : « ils n'auront plus un sou de moi » s'esclama l'un d'eux tandis qu'un autre se levait pour dire qu'il était honteux d'en arriver là alors que tous les travailleurs les regardaient. « C'est un avant-goût de ce qu'ils feront quand ils seront ensemble au gouvernement » a commenté un ouvrier. Nul doute que cette lamentable comédie suivie de cette rupture fracassante connaîtront un grand retentissement en Alsace.

Et les disputes de ces deux partis donnent une image de la réalité qui se cache derrière l'unité dont ils se réclament et laissent prévoir les difficultés qu'ils pourront avoir à gouverner ensemble.

Correspondance Thierry WALTER

En bref...

MARSEILLE MANQUE D'ADJOINT

CHINAUD... ÉLU

Les députés républicains indépendants se sont réunis ce week-end pour désigner leurs nouveaux responsables. Chinaud, colistier malheureux de d'Ornano à Paris a gagné cette élection. C'est un certain René Felt, qui représentera les RI au parlement européen. Il remplace De Broglie.

Comme c'était prévisible, les 6 élus du PCF et le gaulliste de gauche qui s'était présenté avec eux n'ont pas participé à l'élection du maire de Marseille. Ce qui, bien sûr, n'a pas empêché Defferre de passer. Magnanime, celui-ci a laissé quatre postes d'adjoints à la disposition du PCF, ajoutant que s'ils refusaient ils renonceraient à représenter leurs électeurs.

POLITIQUE

Mitterrand

APPARAÎTRE COMME LE RECOURS

Interviewé par Jean Daniel et deux autres journalistes, dont son laudateur, auteur d'une biographie à sa gloire, Franz-Olivier Giesbert, Mitterrand dans le *Nouvel Observateur* s'affirme un peu plus comme le «recours» de la bourgeoisie, et le dirigeant d'un parti prêt à gouverner.

En même temps, Mitterrand affirme les ambitions de son parti à être le maître du jeu politique en étant sur tous les plans la première force politique bourgeoise, tant sur le plan électoral : entre 30 et 35% des voix que sur les plans de l'implantation nationale, du nombre de militants, d'élus locaux et des compétences. Une nouvelle fois, il laisse percer sa capacité à gouverner seul, ou du moins à choisir ses alliés comme bon lui semble, et éventuellement à se passer de l'alliance avec le PCF, grâce à cette position clef de premier parti. D'ici le congrès de Nantes, Mitterrand indique que son parti doit achever de se transformer en véritable parti de gouvernement ayant mis de l'ordre dans ses rangs et ayant renforcé sa cohésion. Le CERES est averti qu'il

devra se plier à la discipline de la majorité.

Cette affirmation de créer un véritable parti de gouvernement prend un relief particulier dans la bouche de Mitterrand qui fut ministre dans tant de cabinets.

Il apparaît clairement dans cet interview que les préoccupations de la direction du PS pour les mois qui viennent sont non seulement de conserver et si possible d'améliorer des positions lui permettant de prétendre au gouvernement, mais encore de renforcer son poids au sein de l'union de la gauche, par rapport au PCF, afin d'être capable en 78 d'imposer ses solutions au PCF.

EXTRAITS DE L'INTERVIEW DE MITTERRAND

«Si le président de la République fait durer les choses au lieu de dissoudre l'Assemblée, c'est parce qu'il sait que des élections législatives anticipées confirmeraient le verdict des municipales. De ce fait il empêche le pays de repartir d'un bon pied avec une nouvelle majorité, pour une nouvelle politique... Que les législatives aient lieu en juin,

en octobre ou en mars... le parti socialiste est prêt». «Le Parti Socialiste qui rassemble aujourd'hui 30% de l'électorat, peut espérer atteindre dans une deuxième phase 35%. Une dynamique en crée une autre. Or dans le cadre actuel de la politique française, un parti qui représente à lui seul plus du tiers de l'électorat franchit un seuil à partir duquel la majorité relative possède plusieurs des attributs de la majorité absolue».

«Sur le plan des adhérents, s'il est vrai que le parti a dépassé aujourd'hui le cap des cent cinquante mille, il doit encore accroître son potentiel militant pour mériter pleinement son titre de premier parti français».

«Le Parti socialiste doit s'affirmer comme une véritable organisation. Imaginez ce que nous avons devant nous, contre nous ces monstres froids que sont l'État, les monopoles, les grandes sociétés nationales et multinationales, l'impérialisme, la grande presse capitaliste et à côté de nous le parti communiste, et demandez-vous s'il n'est pas nécessaire que le Parti Socialiste affirme son identité et conquière sa cohérence».

LES DÉLICES LYONNAIS DU PARTI SOCIALISTE

Le parti socialiste, chacun le sait, est une organisation compliquée, qui comporte, en plus d'un vague projet réformiste, de nombreuses tendances. La région lyonnaise en donne en ce moment une plaisante illustration.

A commencer par Villeurbanne. Qui donc y est le vrai socialiste ? Gagnaire, le maire sortant, exclu depuis plusieurs années ? Hernu, le maire nouvellement élu, de la tendance majoritaire (c'est un ancien compagnon de Mitterrand) ? Chiado, ancien adjoint de Gagnaire, qui a soutenu Hernu, et dont plusieurs amis de l'association «Villeurbanne 2 000» figurent dans le nouveau conseil municipal ? Les deux anciens conseillers de la municipalité Gagnaire, exclus eux aussi du PS, qui avaient de leur côté, préféré la liste du PCF Desgrand, battu au premier tour ? Ou bien serait-ce Rolland Massard, membre de la tendance CERES, partisan de l'unité avec le PCF, et qui

vient de démissionner, en même temps que du parti socialiste, de toutes ses responsabilités : au comité directeur, à la fédération départementale et à la section locale ?

Par colonnes du «Monde» interposées, une polémique s'est développée ces derniers temps sur tous ces événements entre Massard et Hernu. Selon Hernu, Massard aurait voté en faveur de sa candidature comme tête de liste «dans toutes les instances auxquelles il a participé». Bizarre, la polémique s'étant déroulée entre PS et PCF sur cette question de la tête de liste, et Massard ayant démissionné précisément parce qu'il était d'avis de la laisser au PCF. Voilà en tout cas un avant-goût bien particulier du futur gouvernement à dominante social-démocrate.

Toujours dans le Rhône, monsieur Poperen, député et membre du secrétariat du

PS, dispose dans son parti de sa propre tendance, qui publie un bulletin appelé «synthèse-flash». Monsieur Poperen était connu comme partisan particulièrement chaud de l'union de la gauche. Dans son dernier bulletin, le voilà pourtant qui s'en prend au CERES, autre tendance connue pour la même inclination.

«Dans un certain nombre de cas, les socialistes ont trop aisément cédé à des demandes du PCF», dans la préparation des listes pour les municipales. «Beaucoup, au PS, ont le sentiment que certains éléments du CERES n'ont pas toujours été assez attentifs à cet aspect des choses». Et de se prononcer en faveur d'une «majorité politiquement et organiquement homogène» à la direction du parti socialiste pour son prochain congrès. On croirait entendre Mitterrand.

A n'en pas douter, monsieur Poperen conservera sa place à la tête du PS : les voies de ce socialisme là sont impénétrables.

LUTTES OUVRIÈRES

Schlumpf

60 CERFS SIKAS VALENT-ILS MIEUX QUE L'EMPLOI DE 1300 OUVRIERS ?

Depuis jeudi, les trois filatures du groupe Schlumpf sont occupées par les travailleurs. C'est la juste réponse à la décision de liquidation des 1300 emplois. Toutes les tergiversations du préfet, de la bourgeoisie, et du patronat textile n'avaient d'autre but que de tenter d'user la combativité et la volonté des ouvriers alsaciens de conserver à tout prix leur emploi.

Peine perdue : les patrons lainiers peuvent user de manœuvres retards pour écraser les ouvriers de Schlumpf, ce sont eux qui gardent l'initiative.

On va entendre beaucoup parler d'eux cette semaine : mardi soir, à Mulhouse, une manifestation est organisée devant les portes du «musée de la sueur», toujours occupé par les ouvriers de Glück et Malmerspach. Mercredi, une autre manifestation sera le point d'orgue de la



journée «vallée morte» à St Amarin, près de Thann.

La bourgeoisie continue de venir en aide aux patrons Schlumpf, quoi qu'elle en dise : les travailleurs en ont eu une nouvelle fois la preuve, révoltante, dans un communiqué publié par la

COGEFI (l'administrateur provisoire) vendredi dernier, qui assure que 60 cerfs sikas qui étaient la passion de Fritz Schlumpf ont été hébergés «dans les meilleures conditions» dans des parcs acclimatés de la région parisienne et des Charentes. 60 cerfs sikas valent-ils donc mieux que 1300 emplois ?

NOUVELLES DE MARSEILLE

De notre correspondant Robert RIVIERE

SITUB (Vitrolles)

Depuis deux ans, les ouvriers de cette usine située sur la zone industrielle de Vitrolles, refusent de faire 43 heures par semaine comme voudrait leur imposer la direction, ils n'en font que 40.

L'an dernier, ils ont lutté pendant un mois pour exiger aussi le 13^e mois : «Nous avons obtenu une semaine de plus l'an dernier, deux semaines pour cette année et trois semaines l'année prochaine. Pour la 4^e, ils nous

faudra lutter» nous a confié le délégué CGT.

Pour les obliger à faire les 43 heures, la direction a réduit le chantier de LAVE-RA de 40 heures à 30 heures. Aussitôt, les travailleurs se sont rendus à l'Inspection du Travail. La direction a abandonné son chantage.

Bien qu'une partie de la SITUB produise uniquement

des produits métallurgiques, l'autre partie produisant du matériel de bâtiment, l'ensemble des travailleurs de la SITUB sont rattachés à la convention collective du bâtiment. «Pourtant nous produisons la même chose que la SETIP, autre entreprise de la zone industrielle, qui est rattachée à la métallurgie» nous a expliqué le même délégué CGT. Le rattachement à la métallurgie leur permettrait de n'avoir que 40 heures par semaine et le 13^e mois garanti.

Tréfileries et laminoirs de la Méditerranée

Alors que les ouvriers ont travaillé jusqu'à 65 heures par semaine, puis à 45 heures avec seulement 2 heures et demi payées en heures supplémentaires après trois mois de patience et devant le refus de la direction de répondre à leurs revendications, ils se sont mis en grève mardi.

Pas question de rattraper les retards de salaire accumulés depuis 3 mois : 1 700 F à 2 500 F par mois,

pour la direction, c'est suffisant. Vendredi matin, la réponse de la direction fait peser une grave menace : «Les 1,5% prévus par le plan Barre, un point c'est tout ! Et si vous ne reprenez pas, on ferme les portes». C'est une atteinte flagrante au droit de grève.

L'entreprise vient de passer sous contrôle de capitaux belges, mais les vrais responsables ne sont pas que là. La TLM travaille

pour une grande partie pour les marchés publics (EDF-PTT et Banque de France).

Barre menacerait-il de supprimer les marchés si la direction lâche plus de 1,5% par mois. C'est un chantage dont les travailleurs refusent de faire les frais, le gouvernement ne s'est pas contenté de 1,5% d'augmentation, sur de nombreux produits. Lundi matin, les travailleurs se réunissent pour envisager la riposte.

LUTTES OUVRIÈRES

SMN fusionne avec «les Chantiers de France»

DANS LA LIGNE
DU PLAN BARRE...

A quelques jours d'intervalle, la direction de la SMN a dévoilé deux aspects de son plan de restructuration, dans la lignée du plan Barre :

- 480 suppressions d'emplois, étalées sur trois ans.
- Fusion avec les Chantiers de France, constructeurs de gros méthaniers, dont Empain Schneider est actionnaire à 80 %.

Les suppressions d'emplois, cela traîne depuis longtemps, depuis l'institution du chômage en décembre 75 à la SMN, où la direction disait déjà qu'il y avait 800 ouvriers en trop. Quant à la fusion avec les Chantiers de France, elle intervient au moment où la SMN, avec un fort déficit, s'engage de plus en plus dans la voie des cartels financiers, pour faire face à la concurrence internationale.

La restructuration à la SMN, c'est, en même temps que la suppression de près de 500 emplois, la construction (bien achevée) de l'aciérie à oxygène qui devrait permettre à la SMN de produire plus, avec moins de personnel, et un acier d'une qualité plus élevée. Cette modernisation n'est pas faite pour améliorer les conditions de vie et de travail, les ouvriers le sentent bien, puisque cela vise au contraire à supprimer des emplois.

Et l'on pense alors au TF2, mis en route en 74, qui produisait trois fois

plus que le TF1, avec trois fois moins de personnel. Le TF1 ne valait plus rien, donc ? Il faut croire que si, il a été revendu aux USA !! Et chez beaucoup de gens se développe cette idée que la modernisation tue l'homme. « C'est une mauvaise chose puisqu'elle nous enlève notre gagne-pain, puisqu'elle remplace les hommes par des machines... » Et l'on tourne en rond dans ce cercle vicieux, en essayant d'y échapper, et on a l'impression que ce n'est pas possible, qu'il en sera toujours ainsi...
...Toujours ainsi, oui.

tout le temps que cette modernisation aura pour but de rivaliser sans cesse avec les autres pays capitalistes, de produire toujours plus vite, plus et moins cher, et de remplir ainsi les poches de notre bourgeoisie. Tout le temps que l'on se situera dans la course capitaliste de la concurrence internationale (comme compte le faire la gauche, PC comme PS)

Mais si l'on brisait définitivement ce carcan ?

Pour produire pour nos propres besoins, il ne serait pas nécessaire de détruire et gaspiller des installations déjà existantes, et le progrès technique, la «modernisation», pourrait alors améliorer nos conditions de vie et de travail...

Les conséquences de la restructuration
pour les travailleurs

● Rappelons tout d'abord que les ouvriers de la SMN chôment depuis décembre 75, 4 jours par mois, ce qui fait une perte de 250 à 300 F par mois, pour les ouvriers d'entretien, et jusqu'au double pour les services de production (qui perdent les primes liées aux astreintes).

● Les suppressions d'emplois pour certains, ce sera la porte, pour avoir eu trop d'arrêts de travail, pour d'autres, ce sera la pré-retraite à 58 ans, payée à 90 % du salaire la première année... pour chuter à 40 %

les années suivantes, avec un rattrapage de l'Assedic qui doit tourner autour de 500 F mensuels. Cela veut dire une perte de 600 à 700 F pour un salaire de 2 000 F.

● Les «chantiers de France» ont le 13^e mois, pas le 14^e comme à la SMN. Mais ils ont une participation aux bénéfices de 2 000 à 3 000 F par an (les chantiers de France réalisant de forts bénéfices) qu'ils vont perdre avec la fusion (puisque les bénéfices vont servir à éponger le déficit de la SMN)

Malmerspach, Glück, «Musée des travailleurs», Gerstheim, Heiteren...

L'ALSACE EN MOUVEMENT

La «maison de l'Amitié» sur le terrain occupé de Gerstheim a été une nouvelle fois le point de rencontre de visiteurs venus de toute l'Alsace et du pays de Bade voisin pour renforcer le piquet d'occupation assuré à tour de rôle par des habitants des villages environnants. L'ambiance était chaleureuse autour du feu central où chacun venait se réchauffer, et la détermination se traduisait dans toutes les conversations. Pas de centrale nucléaire à Gerstheim-Erstein et nulle part ailleurs en Alsace ! Tant que cette exigence légitime de la population n'aura pas été satisfaite avec toutes les garanties nécessaires, l'occupation continuera.

A Heiteren, à quelques kilomètres de Fessenheim, le chantier de construction d'un pylône de la ligne EDF Fessenheim - Méry-sur-Seine est occupé. Depuis le 30 mars. Des toiles ont été tendues entre les bras du

pylône géant (qui pour le moment est encore couché au sol) constituant un campement original. Plusieurs centaines d'Alsaciens et de Badois sont venus dimanche apporter leur soutien aux occupants et manifester leur opposition au programme nucléaire français et, en particulier, à la centrale de Fessenheim. Parmi les visiteurs, on notait la présence de plusieurs maires ainsi que des pasteurs et de prêtres venus des localités voisines. «L'occupation du pylône en construction est une autre façon de demander l'arrêt de la centrale (de Fessenheim), à défaut de pouvoir occuper la centrale elle-même» ont déclaré les occupants qui ont rappelé

les revendications de la population : arrêt du réacteur de Fessenheim 1, arrêt ou chargement de Fessenheim 2 jusqu'à l'obtention des garanties élémentaires et notamment la publication intégrale du plan Orsec-Rad, touchant à la sécurité de la population, l'examen des conditions de sécurité par une équipe de scientifiques, indépendants, l'organisation d'exercices d'alertes et surtout la consultation démocratique de la population complètement et objectivement informée.

À Glück et à Malmerspach, où les travailleurs ont reçu samedi matin leur préavis de licenciement, s'est déroulé le premier dimanche d'occupation. L'heure est à la

mobilisation de toutes les énergies, pour affronter les jours décisifs à venir et pour préparer en particulier la journée «vallée morte» à St-Amarin mercredi.

Enfin, au «Musée des Travailleurs» (anciennement musée Schlumpf) à Mulhouse, plus de 6 000 personnes venues de toutes les régions d'Alsace mais aussi de tous les coins de Suisse, de France et d'Allemagne se sont pressées dimanche dans le musée. Une pétition a circulé parmi les visiteurs exigeant le maintien des 1 300 emplois du groupe et réclamant une intervention pour la préservation du musée !

Thierry WALTER

Depuis la journée du 30 mars, les travailleurs de l'entreprise General Motors à Gennevilliers reconduisent chaque jour la grève. Ils exigent l'augmentation de leur salaire (rattrapage depuis octobre, la garantie de leur emploi, que les travailleurs malades ne soient pas licenciés).

NOTRE NOUVEAU
NUMÉRO :

636.73.76.

NOUVELLES
DE
FRANCHE COMTÉLUTTE CONTRE
LE CHÔMAGE
DES AUXILIAIRES

● Au centre de tri postal de Besançon, deux grèves suivies à 80% et 90%, les 18 mars et 1^{er} avril ont montré la volonté de lutte des postiers face au plan Barre qui doit se traduire au niveau national par près de 7 500 suppressions d'emploi. Concrètement, à Besançon, 10 auxiliaires sont mis en chômage alors que le travail ne manque pas : 1 000 journées de congé de 1976 n'ont pas encore été accordées ! La lutte pour la titularisation immédiate des auxiliaires et la création d'emplois s'est déjà engagée au centre PLM et à Lyon Gare notamment. Mais si la volonté de lutte se manifeste, les conditions d'une victoire contre l'intransigeance patronale fait l'objet de discussions parmi les travailleurs.

● Sur le même problème 80% des employés des impôts de Haute Saône et de Belfort ont fait grève jeudi contre le licenciement de 16 auxiliaires, les menaces sur d'autres se précisant.

● Face aux menaces sur l'emploi visant l'ensemble des non-titulaires, la plupart des secteurs de la fonction publique, qu'on dit souvent à l'abri de tout chômage, sont concernés : PTT, enseignement, hôpital (où une récente lutte a permis de réintégrer une auxiliaire de laboratoire), agents communaux (sur 2 600, plus d'un millier ne sont pas titulaires à Besançon), équipement, service des impôts, etc... C'est pourquoi ce ne sont ni les luttes morcelées, isolées, ni de rituelles journées d'action comme celle du 27 février qui feront reculer le pouvoir.

Cela admis, le débat s'engage de plus en plus entre ceux qui ne voient pas de solution que dans la victoire de la gauche en 78 et ceux qui ne font pas plus confiance à la gauche qu'à la droite pour créer des emplois. La gauche à Besançon ayant déjà fait ses preuves lorsqu'elle siège par l'intermédiaire du premier adjoint Huaut, tant au C.A. du CAT (licenciements) qu'au C.A. de l'hôpital (vote pour le licenciement de non-titulaires).

JOHN DEERE,
BÂTIMENT,
RHÔNE-POULENC

● Provocations contre les grévistes de John-Deere à Arc-les-Gray : Les pneus d'une dizaine de voitures de grévistes ont été crevés pendant la nuit, tandis que la direction envoie huissier sur huissier pour intimider le piquet de grève.

● Les travailleurs du bâtiment n'ont pas à faire les frais de la crise répond la CFDT à l'annonce de 35 licenciements par l'entreprise l'Héritier. L'entreprise justifie le chômage par la concurrence : des entreprises nationales viendraient «manger le pain» des entreprises locales. Argument qui n'est pas sans saveur de la part d'une entreprise qui, grâce à ses appuis politiques sur le plan régional, a tout fait pour ruiner les petites entreprises locales.

● Série de luttes dans les ateliers de R.P.T. Besançon. Tandis que la situation générale de l'emploi reste toujours aussi menaçante et que l'ensemble des avantages sociaux acquis par la lutte depuis une quinzaine d'années est remis en cause à l'échelle du groupe, plusieurs luttes se sont déroulées au niveau des ateliers et des équipes. L'une contre «une innovation technique» qui se traduirait par la suppression d'un emploi et l'accroissement du poids des bobines, l'autre, la semaine passée pour la réintégration d'un militant CGT abusivement licencié. Devant le refus de la direction d'appliquer le jugement des prud'hommes, les travailleurs de l'équipe A ont réintégré eux-même l'ouvrier à son poste et lui ont donné du travail. Devant les pressions de la maîtrise, les travailleurs ont débrayé, décidant de ne pas reprendre le travail sans leur camarade.

INTERNATIONAL

nouvelles d'afrrique

L'U.R.S.S. ET L'AFRIQUE

L'URSS ET L'AFRIQUE
CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ MIXTE DE PÊCHE
PAR L'URSS ET L'ANGOLA

L'accord qui a été signé à Moscou pour la création d'une société mixte de pêche prévoit la formation de pêcheurs par l'Union Soviétique, la livraison de l'équipement et du matériel nécessaire par l'Union Soviétique contre le monopole de la pêche tout le long de la côte angolaise assurée par cette société dès 1978. L'agence Tass ne spécifie pas dans quelles proportions se fera la répartition des fruits de cette pêche mais le seul fait de contrôler toute la pêche d'un pays par le biais d'une société de ce type doit éclairer les peuples africains sur la nature de l'Union Soviétique aujourd'hui.

LA LIBYE VA LIVRER 2 MILLIONS DE TONNES DE PÉTROLE A L'URSS

Un journal libyen a annoncé la signature d'un accord intervenu entre la Libye et l'URSS au terme duquel la Libye livrera 2 millions de tonnes de pétrole à l'URSS «au prix du pétrole libyen sur les marchés internationaux».

L'URSS FOURNIT DES ARMES A AMINE DADDA

Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu à l'ambassade soviétique à Londres, un journaliste soviétique Daniel Kramonov a déclaré que l'URSS fournissait des armes à l'Ouganda dans la mesure où ce pays les demandait : «Après avoir obtenu l'indépendance, ils ont demandé des armes et nous vendons des armes» a-t-il déclaré.

Comme le disait tout récemment Ignati Nivokov vice premier ministre de l'URSS : «Tous les pays africains savent que le Parti Communiste Soviétique lutte pour la paix».



TROIS NOUVEAUX PAYS REJOignent LES ACP

La semaine dernière à Bruxelles la République du Cap Vert, Sao Tomé, Principe et la Papouasie Nouvelle-Guinée ont signé avec la CEE (Communauté Économique Européenne) leurs traités d'adhésion à la Convention de Lomé rejoignant les pays de l'Afrique des Caraïbes et du Pacifique (ACP) déjà signataires et portant ainsi leur nombre à 52.

Deux de ces nouveaux pays, Sao Tomé et Principe et le Cap Vert ont demandé à bénéficier des clauses concernant les pays les moins favorisés. La réponse leur sera donnée au terme de la prochaine réunion ministérielle CEE-ACP qui aura lieu aux Îles Fidji du 12 au 15 avril prochain.



AFRIQUE DU SUD

Lors du débat du Conseil de Sécurité des Nations-Unies sur l'Afrique du Sud le représentant de la France Jacques Leprette a déclaré que «Le point de vue de la France ne concorde pas avec ceux qui jugent venu le temps des sanctions obligatoires» et prétendant se mettre à l'unisson pour condamner l'apartheid il devait ajouter : «la répression actuelle n'est pas seulement indigne, elle est dangereuse. Il faut absolument que l'Afrique du Sud s'aide elle-même et nous aide à prévenir un enchaînement fatal».

Mais fatal pour qui ? Sans doute pas dans l'esprit du représentant de la bourgeoisie impérialiste française pour le peuple africain victime jour après jour de l'ignominie de ce régime raciste.

Un récent communiqué de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMMS) mentionne que «les propositions législatives récentes du gouvernement (sud-africain) concernant la réadaptation des Africains contrevenant à l'obligation du laisser-passer assimilent dangereusement non-observation des lois d'apartheid et trouble mental». «Les Africains qui ne peuvent monter, sur demande de n'importe quelle personne blanche, un laisser-passer autorisant chacun de leur déplacement, conformément aux lois de l'apartheid, sont passibles de détention dans les institutions de «réadaptation», dans le but d'améliorer leur condition physique mentale et morale».

ANNETTE JANDET

PREMIERE CONFERENCE LATINO-AMERICAINE DE LEGISLATION UNIVERSITAIRE

(Déclaration de la première conférence latino-américaine sur le respect des droits humains et les libertés démocratiques)

En mars, s'est tenue à Quito (Équateur) une conférence latino-américaine chargée d'étudier l'état du Droit Universitaire dans les différents pays.

Un peu partout, ont été constatées des violations des droits de l'homme, des emprisonnements, des tortures, et la dégradation des franchises universitaires, tant en matière d'autonomie de gestion des universités que pour l'élaboration des programmes, et la nomination du corps enseignant. La prise en main de la défense des libertés démocratiques par des personnalités et des universitaires de tous

Cette première Conférence de Législation Universitaire, organisée par l'Union des Universités d'Amérique Latine (UDUAL), qui s'est tenue à l'Université Centrale de l'Équateur, a considéré de son devoir historique d'attirer l'attention sur le respect des Droits Humains et les Libertés Démocratiques, si bafouées aujourd'hui dans divers points du globe.

En effet, dans les différents continents, il a été constaté une aggravation des mesures répressives contre la personne humaine. L'assassinat politique, à des fins de conquête du pouvoir est devenu une pratique fréquente et systématique ; on réprime en masse les peuples qui luttent pour leurs justes aspirations de liberté et d'indépendance. La torture est institutionnalisée. Beaucoup de personnes sont retenues en prison, pour le seul délit d'être en

désaccord idéologique avec le régime ; de vastes secteurs de la population, surtout noirs et indiens, sont réprimés en fonction de critères racistes. Dans beaucoup de pays, une cruelle persécution s'abat et oblige à l'exil des milliers de citoyens.

L'Amérique Latine, notre grande patrie est aujourd'hui le scénario de violations des droits humains les plus élémentaires, qui sont inscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Il y a des camps de concentration, on pratique le génocide, l'arrestation de milliers de gens qui sont soumis à des tortures physiques et psychologiques.

Les derniers événements survenus sur notre continent révèlent cette situation au Brésil. Douze patriotes ont été emprisonnés et l'on est dans l'attente de six d'entre eux. Au Chili, la répression et la torture continuent. En

les pays constitue un pas important dans l'unité de lutte des peuples d'Amérique Latine.

Tous les participants ont signé publiquement la déclaration finale de la Conférence, en indiquant leur qualité et leur domicile. Un tel acte, dans des pays où la répression s'abat de plus en plus lourdement sur toute opposition démocratique prend une signification particulière. Ont été représentés à cette Conférence, les pays suivants : Argentine, Colombie, Costa-Rica, Équateur, El Salvador, Honduras, Mexique, Nicaragua, Pérou, Porto-Rico, République Dominicaine et Venezuela.

Argentine, les exilés politiques latino-américains sont menacés ; on peut citer particulièrement le cas de l'injuste détention de Mario Echenique, patriote uruguayen dont la libération a été demandée par des milliers de personnes et qui a reçu l'offre d'asile du gouvernement suisse. On peut citer aussi la répression de la femme, particulièrement le cas de la patriote paraguayenne, Margarita Baez, cruellement humiliée et torturée. La liste de ces cas serait longue.

Les droits des citoyens sont également violés : censure de la presse, suppressions d'élections libres et du droit d'organisation. Des interventions violentes ont lieu dans les universités, leur autonomie est bafouée, des professeurs et des étudiants progressistes sont arrêtés. Face à cette situation, cette conférence lance un appel à l'unité des intellectuels et

universitaires latino-américains pour :

Défendre l'autonomie des universités et nous solidariser avec celles qui se trouvent soumises à l'intervention des régimes despotiques.

Lancer un appel à toutes les organisations et institutions démocratiques... pour défendre la dignité de l'homme.

Demander aux gouvernements qui pratiquent les violations de ces droits de cesser ces pratiques, de décréter l'amnistie totale pour les prisonniers politiques, l'arrêt de la torture et de la persécution. Nous exigeons le respect des Droits de l'Homme et des Libertés Démocratiques.

Dr Camilo Mena Mena
Président de la 1^{ère} Conférence Latino-Américaine de Législation Universitaire
Dr Sergio Paez Olmedo
Secrétaire Général de la Conférence

Italie

LE PCI S'IMPATIENTE

«L'actuelle formule du gouvernement a eu ces derniers mois un effet positif mais elle est aujourd'hui totalement dépassée. Etant donné la gravité de la situation actuelle, un simple accord sur un programme n'est pas suffisant». Voici ce qu'a déclaré Berlinguer, dirigeant du PCI, dans un éditorial de l'Unità au titre significatif : «Il faut tourner la page».

En effet, depuis les élections de juin 1970 qui n'ont pas résolu la crise gouvernementale, le cabinet démocrate chrétien minoritaire ne reste en place que grâce à l'abstention des 275 députés du parti révisionniste italien. Bien que le parti de Berlinguer ait proposé le «compromis historique», c'est-à-dire une coalition gouvernementale PCI-DC pour mieux faire payer la crise aux travailleurs, la DC avait rejeté cette offre. Depuis huit mois, c'est une certaine «institutionnalisati-

on» du PCI qui lui a été accordée en échange de son soutien à la politique d'austérité. Car outre son abstention au parlement, le PCI donne des preuves de sa bonne volonté envers la bourgeoisie italienne en faisant signer des accords de collaboration de classe aux directions syndicales et en faisant la chasse aux révolutionnaires.

Le PCI semblait accepter ce préliminaire au «compromis historique». Aujourd'hui, il semble qu'il trouve le temps long, car il veut recueillir les dividendes de sa politique de main tendue à la DC. Au Comité Central de mars, des voix s'élevaient dans ce sens «Le gouvernement de l'abstention ne doit pas être le gouvernement de l'attente».

Mais même si leurs politiques coïncident contre les travailleurs, les projets du parti de Berlinguer et de celui d'Andreotti représen-

tent des intérêts capitalistes contradictoires. Et l'attitude de l'impérialisme US, même si elle apparaît plus conciliante avec Carter, reste une hypothèque : elle n'exclut pas les sanctions économiques en cas d'arrivée au pouvoir du PCI. Les exigences de Berlinguer ne seront pas satisfaites dans l'immédiat, et son appétit grandissant contribue à l'aggravation de la crise politique en Italie.

● L'OCDE D'ACCORD AVEC LE PARTI RÉVISIONNISTE :

Un rapport de l'OCDE considère que l'Italie peut sortir de la crise à condition d'obtenir un «accord des partenaires sociaux» et un «consensus intérieur» pour une politique d'austérité. Le PCI n'a jamais dit autre chose.

Japon

INSOLENCE DE L'URSS DANS LES NÉGOCIATIONS DE PÊCHE

L'URSS a appliqué brutalement sa décision unilatérale de porter à 200 milles marins sa zone de pêche en expulsant 300 bateaux japonais. Dans cette zone, l'URSS englobe les îles du Nord qu'elle a annexées. Il s'agit d'un coup très dur porté au Japon dont l'alimentation repose principalement sur la pêche : or, les zones dont les bateaux viennent d'être expulsés sont parmi les plus riches en poissons. Les négociations entre les deux pays, au cours desquelles l'URSS exige en contrepartie le droit de pêcher même dans les eaux territoriales du Japon, se déroulent donc avec ce chantage permanent. De plus, l'URSS a adopté une attitude insolente : elle a retardé les négociations en refusant un visa pour Moscou à un diplomate japonais de haut rang.

Sadate aux USA

LES LIMITES DU PLAN AMERICAIN

La visite de Sadate aux USA est une phase sans doute non décisive de la question du règlement. Selon Sadate, les États Unis ont 99% des cartes en mains ; d'eux dépend donc en définitive qu'il y ait ou non un règlement au Moyen Orient. Ce qui est déjà sûr, c'est que tous les efforts des États Unis sont d'abord de se garantir un État d'Israël puissamment armé, qui reste le pivot de la politique américaine contre les pays arabes. Les régimes égyptien et syrien sont allés le plus loin possible dans les concessions aux USA en échange d'une paix illusoire ; ils ont même tenté de contraindre la Résistance Palestinienne à renoncer à ses objectifs. Le récent Conseil National Palestinien a montré que ce n'est pas possible, aujourd'hui. Loin de leur garantir — et notamment de garantir au régime égyptien —, un répit, les concessions faites depuis la guerre de 73, et surtout dans la dernière période l'ont soumis à une pression de plus en plus forte.

LES «FRONTIÈRES DÉFENDABLES» ET L'ÉTAT PALESTINIEN

1— Carter a repris à son compte le terme de «frontière défendable» pour qualifier les frontières qu'il entend imposer à Israël. Plus récemment, une indiscretion calculée organisée par l'ambassade israélienne a révélé que les États-Unis, en la personne de Brzezinski avaient envisagé avec Rabin de rectifier de cinquante kilomètres les frontières d'Israël dans le Sinaï soit jusqu'à Chai El Cheikh I. De même Israël conserverait, selon ce plan, le Golan et la plus grande partie de la Cisjordanie. Les démentis opposés à ces propos n'ont pas été convaincants.

2— Sur la question de la reconnaissance de l'OLP, comme représentant du peuple palestinien, Carter a déclaré qu'il était opposé à toute reconnaissance officielle, tant que celle-ci ne reconnaît pas Israël. Les régimes arabes ont échoué sur ce point. De ce fait, les États-Unis veulent imposer que les Palestiniens soient représentés sous l'égide de Hussein. Un point de rapprochement existe entre les États-Unis et l'Égypte sur cette question, c'est la conception de l'État d'Israël.

3— Selon Sadate, l'État Palestinien tel qu'il pourrait être envisagé dans un plan de règlement serait «organiquement lié au royaume de Jordanie», ainsi non seulement il serait entièrement sous la menace des armes israéliennes et sous la sur-

veillance des engins électroniques comme le proposent à la fois Brejnev, Carter et Giscard, mais en plus il n'aurait même pas un vernis «palestinien».

lourdes de l'Égypte, ensuite parce que le monopole soviétique sur les armes n'ayant pas eu de suite, il faut trouver à l'Égypte un fournisseur de niveau équi-



99 % DE LA GUERRE COMME DE LA PAIX

Ainsi, les cartes dont disposent les États-Unis du côté des pays arabes, sont d'avoir la possibilité de combiner étroitement leur politique à celle des régimes arabes, en mettant notamment à profit leurs faiblesses internes. La violente riposte de l'Égypte aux prétentions soviétiques et aux pressions de plus en plus brutales de l'URSS après 1970 et surtout après 1973, a eu pour résultat de la part de Sadate un glissement vers les USA.

D'abord, pour obtenir des prêts financiers importants nécessités par les dettes très

valent à l'URSS. Ces deux faits constituent des moyens de pression importants des USA sur l'Égypte. Peu avant

le voyage, les USA ont laissé croire que des avions Hercules allaient être livrés à l'Égypte, ce qui est dérisoire par rapport à ce qui est livré chaque jour en Israël. Ainsi, les États-Unis disposent de 99 % des cartes aussi bien de guerre que de paix, et si les États-Unis ne peuvent obtenir de garanties pour Israël par les moyens «pacifiques» à l'égard des pays arabes, ils peuvent utiliser contre eux les moyens militaires de l'État d'Israël. Malgré leur toute puissance apparente, si les USA ont été incapables jusqu'à présent d'imposer leur solution, c'est qu'ils n'ont pu détruire la Résistance Palestinienne

ÉTATS-UNIS : POUR LA COURSE AUX ARMEMENTS

Une commission composée de hauts fonctionnaires et d'anciens ministres de Johnson et de Kennedy a rendu hier un rapport sur la politique de défense des États-Unis. Ce rapport, qui coïncide avec l'échec de la reprise des négociations SALT à Moscou la semaine dernière, estime que l'effort de guerre est insuffisant et que, dans ces conditions l'URSS pourrait avoir l'avantage dans quelques années. L'un des membres de la commission a déclaré : «Si nous ne sommes pas décidés à augmenter considérablement les dépenses militaires, nous n'obtiendrons pas de résultats dans les négociations SALT».

Sahara

LA CONTRE OFFENSIVE DU POLISARIO SE PRÉPARE

«Après un an et demi de guerre, plus de quatorze mille soldats marocains et mauritaniens sont morts ou blessés et l'armée de l'air marocaine a subi de sérieux revers» a déclaré Mohammed Ould Salek ministre de l'information de la République Sahraoui au cours d'une conférence de presse. Il a d'ailleurs ajouté «J'estime que les régimes de Rabat et de Nouakchoot ne peuvent plus continuer la guerre». Outre les revers militaires les deux régimes n'ont atteint aucun de leurs buts.

«Le régime de Rabat a démontré son incapacité totale à assurer les transports de minerai à la suite des attaques répétées des combattants du Front Polisario».

«La Mauritanie a enregistré une forte baisse dans la production de fer, compte tenu de son impossibilité à assurer la surveillance des trains de transport».

Enfin la situation en Afrique et dans le monde arabe change en faveur du peuple sahraoui. «Devant la défaite militaire maroco-mauritanienne, les gouvernements (qui avaient initialement soutenu les prétentions du roi) procèdent actuellement à une révision de leur politique».

400 PRISONNIERS

Ibrahim Ghali, le ministre de la défense a présenté les armes récemment capturées au cours des combats et permis de rencontrer des prisonniers capturés dernièrement : «le Front Polisario détient actuellement 400 prisonniers marocains et mauritaniens».

Parmi les armes un grand nombre d'armes françaises et américaines en état neuf, indiquait que malgré ses

sant de ses autres fournisseurs.

QUATRE BATAILLES ET UNE ATTAQUE EN QUINZE

Sur le terrain, les combats prennent une ampleur de plus en plus grande. Dans la première quinzaine de mai les troupes du Front Polisario ont imposé quatre batailles d'ampleur aux troupes marocaines et mauritaniennes : à Tah, un poste a été investi, à Bojader 70



profondes difficultés les deux régimes bénéficiaient d'un soutien important des USA et de la France.

DES ARMES ESPAGNOLES

Des Land Rover «Santa-na» équipées de canon de 106 américains et montées en Espagne sont les armes les plus récentes dont disposent les troupes marocaines. Cela signifie d'une part que Juan Carlos applique les clauses de l'accord tripartite intégralement, alors que pendant un an les armes espagnoles n'avaient pas été livrées, ensuite sous la pression des échecs militaires le régime de Rabat cherche de nouvelles sources d'approvisionnement ne recevant plus des armes à un niveau suffi-

soldats ennemis ont été mis hors de combat, dans l'Aguerguer une opération de ratissage a été repoussée et à Bir Enzaran 37 soldats ont été tués. Mais surtout de manière permanente, le début de mars a été marqué par l'attaque du dispositif ennemi autour du Bou Craa ; le cœur du dispositif d'occupation.

Ces grandes lignes du bilan militaire de mars 1977 donnent tout leur poids aux propos du gouvernement sahraoui : sur tous les plans, la lutte pour l'indépendance est sur le point de franchir une étape, parce que le Front Polisario et le peuple sahraoui ont tenu en échec l'invasion et irrésistiblement passent à la contre-offensive.

En bref... En bref... En bref... En bref... En

ISRAËL : UNE AVOCATE INTERDITE

L'avocate Felicia Lange vient de se voir interdire le droit de plaider devant les tribunaux militaires. Les sionistes lui reprochent ses «activités anti-israéliennes» et ses contacts avec l'OLP. Felicia Langer avait défendu des militants palestiniens et avait fait des révélations sur les atrocités des sionistes dans les territoires occupés.

SUD-LIBAN : NOUVELLES AGRESSIONS SIONISTES

La semaine dernière de violents combats ont repris au Sud-Liban. Les fascistes libanais, encadrés et appuyés par les sionistes ont attaqué les forces patriotiques et palestiniennes et auraient pris le contrôle de quatre villages. L'information a été démentie par la Résistance Palestinienne. À nouveau l'artillerie des sionistes a pilonné les villages de la zone frontalière. À ce sujet le chef de la communauté chiite libanaise a déclaré «La bataille dans cette région n'est pas une bataille entre Libanais, elle n'est pas non plus une bataille opposant les Libanais aux Palestiniens. L'ennemi sioniste exploite le conflit existant dans cette région pour intervenir directement». Il a souligné que : «Le danger n'est pas moindre que celui qui guettait la Palestine au moment de la création de l'administration israélienne».

LE SAHARA AU 9^e CONGRES DES CROISSANTS ET CROIX ROUGES ARABES

Le Croissant Rouge sahraoui a été admis comme observateur au 9^e Congrès des Croissants et Croix Rouges arabes qui s'est clos à Alger la semaine dernière. Il sera membre à part entière des sociétés arabes de Croissants et Croix Rouges au Congrès de 1978.

INTERVENTION CENTRALE

prononcée par Charles VILLAC

(Extraits)

2

Devant une telle situation, la gauche croit son heure arrivée. Mis en appétit par leurs succès municipaux, les politiciens de la gauche croient leur victoire garantie et s'attribuent sans aucune pudeur le recul de la droite. Qu'importe pour eux que le vote du 13 et 20 mars ait été avant tout un désaveu du plan Barre dont Mitterrand, Rocard et d'autres ont souhaité le succès, appuyés par les dirigeants syndicaux, révisionnistes ou réformistes qui ont tout fait pour morceller les luttes, les disperser et détourner dans des actions de division aussi épuisantes qu'inefficaces, le potentiel combatif manifesté par la classe ouvrière le 7 octobre.

Faisant subitement taire les divergences et les disputes qui les ont opposés, parfois âprement lors de la constitution des listes municipales, PS et PC veulent donner l'impression d'une force montante, unie, offrant des perspectives et prête à prendre la relève de la droite. Mais ce tableau idyllique d'un mariage de raison Marchais-Mitterrand cache mal à la fois l'absence totale de perspectives qu'ils peuvent offrir à la classe ouvrière, et la profondeur des divergences qui les séparent.

La seule perspective que la gauche offre depuis des années aux travailleurs, c'est l'application du programme commun. Vieux de 5 ans, rédigé alors que la crise économique n'avait pas encore déferlé sur l'Europe, amputé de la plupart de ses propositions déjà pillées par Giscard, sans résultat d'ailleurs, le programme commun si on en enlève la liste des nationalisations, ne constitue plus qu'une coquille presque vide. Rien évidemment dans ce programme qui reflète les aspirations multiples, développées par les travailleurs dans leurs luttes ces dernières années, rien non plus qui n'offre de garanties que la crise frappera moins lourdement les travailleurs, parce que si les salaires et les pré-retraites seront sans doute augmentés dès l'arrivée d'un gouvernement de gauche, l'inflation se chargera de rogner ces maigres avantages.

L'exemple de la politique suivie par le PCI qui soutient le gouvernement italien donne une illustration des sacrifices que la gauche va réclamer aux travailleurs. Camarades, savez-vous qui a dit : «*Pour faire sortir le pays de la crise, un dur effort est nécessaire... L'austérité comporte un nouveau système de valeurs, elle signifie, rigueur, efficacité, sérieux*». Non ce n'est pas Barre ou Giscard ; ce n'est pas non plus Rocard. C'est Berlinguer, le compère révisionniste de Marchais !.

Mais si vide que soit le programme commun le dénommé Warsholack dirigeant PCF de la CGT vient de promettre cette semaine à la droite qu'il ne serait pas appliqué d'un seul coup. Une telle déclaration n'est pas isolée : depuis plusieurs mois les chefs syndicaux affiliés aux partis de Mitterrand ou de Marchais, multiplient les déclarations censées rassurer la droite et le patronat : les atteintes à la propriété privée capitaliste sont très limitées apprend-on, la classe ouvrière saura faire preuve de responsabilités et limiter ses revendications, garantissent-ils.

Plus hardis dans cette voie que les responsables du PCF, les dirigeants du PS Rocard et Attali de retour de Washington vont même dialoguer directement avec le patronat pour leur montrer tous les avantages que la gauche leur offrira, faisant miroiter le consensus social qui fait tant défaut aux gouvernements de droite, cherchant publiquement avec eux les méthodes les moins douloureuses pour nationaliser et indemniser.

Au PCF en même temps qu'on se déclare choqué par ce dialogue «avec le grand patronat» on a ses propres interlocuteurs. L'Humanité ne vient-elle pas de donner complaisamment la parole aux chefs des entreprises nationalisées, les questionnant sur la rentabilité de leur entreprise, leurs capacités d'exportation, leurs gains de productivité, et s'extasiant sur les réponses qui démontrent à leurs yeux la supériorité des entreprises nationalisées sur les entreprises privées. Pour faire cette enquête, faut-il le préciser, «l'Humanité» n'a pas jugé bon d'interroger les travailleurs qui sont chaque jour exploités dans ces bagnes.

Ces deux démarches du PCF et du PS, en même temps qu'elles illustrent le profond mépris des dirigeants de ces partis pour les travailleurs, illustrent aussi la divergence de fond qui sépare leurs projets de sauvegarde du capitalisme.

En signant le programme commun, le nouveau parti socialiste entendait mener jusqu'au bout l'opération de replâtrage de l'ancien parti social-démocrate en lui redonnant, grâce à la caution offerte par le PCF, un visage de gauche. Texte de compromis, le programme commun ne devrait pas dans l'esprit des dirigeants du PS, être dépassé. Au contraire, pour le PCF, un tel texte constitue un point de départ vers des modifications plus profondes des structures économiques de l'impérialisme français, en élargissant le secteur nationalisé bien au-delà des propositions du programme commun. Gestionnaires sociaux-démocrates à l'ancienne mode, Mitterrand et ses amis coexistent très bien dans la même internationale que Schmidt ou Callaghan : à l'image de la social-démocratie anglaise ou allemande, Mitterrand, Rocard, Mauroy sont prêts à gérer loyalement les intérêts de la bourgeoisie française. Différent est le projet du PCF, qui par un élargissement du secteur nationalisé, entend accélérer l'expropriation des possesseurs actuels des moyens de

production, pour recomposer une nouvelle bourgeoisie s'appuyant sur les couches d'ingénieurs, de cadres, de techniciens qui dirigeront ce secteur nationalisé avec les permanents révisionnistes qui pulluleront. D'où les complaisances respectives du PS et du PCF, l'un en direction de l'ensemble du patronat qu'il tente de convaincre de la loyauté de ses projets, l'autre en direction non seulement des petits patrons, mais aussi de l'encadrement de haut niveau des entreprises nationalisées qui se trouvent flattés, encouragés et promis à un avenir encore meilleur dans le capitalisme d'Etat de M. Marchais.

Gestion loyale de la crise du capitalisme, ou première base d'un capitalisme d'Etat modelé à l'image des sociétés d'Europe de l'Est, voilà ce que promettent aux travailleurs les partis de gauche, voilà ce que recèle le programme commun. L'existence de ces deux projets divergents, portés par la même alliance électorale, indique assez le caractère très provisoire et très superficiel de l'entente cordiale qu'affichent les deux partis de gauche. Loin de réussir à stabiliser le pouvoir de la bourgeoisie, l'union de la gauche sera dès le départ gangrenée par cette contradiction et divisée, à l'image de la droite dont elle affecte d'être très différente : sur l'Europe, sur la détente, sur les rapports avec les super-puissances, PS et PC ne sont pas plus d'accord parce que justement ces questions sont en liaison étroite avec le développement ou non, dans notre pays, d'un capitalisme d'Etat. Loin donc de pouvoir conjurer la crise, la gauche ne pourra que la prolonger et contribuer à son aiguïsement.

D'ailleurs présente de manière nette dans de nombreuses luttes ces dernières années, la défiance que suscitent les perspectives de l'union de la gauche s'est aussi matérialisée sur le plan strictement électoral dans certains résultats. Les scores significatifs par exemple obtenus dans la plupart des grandes villes par les listes écologiques, n'est pas simplement la preuve de la capacité de ces militants de soulever des problèmes du cadre de vie, niés, ignorés ou déformés par les partis traditionnels de la bourgeoisie. C'est aussi la preuve du manque de consistance d'ensemble du projet offert par l'alternative de gauche, incapable de ce fait de fixer les voix d'un électoral qui leur était pour l'essentiel acquis il y a quelques années. Mais si les militants écologistes, reflétant une certaine composition sociale de leur électoral, refusent aujourd'hui d'inscrire leur tentative dans un projet stratégique d'ensemble remettant en cause le capitalisme sous sa forme de droite comme de gauche, la démarche qu'ils illustrent est significative de la crise, et de la possibilité d'élargir dans cette direction, avec toutes les clarifications nécessaires, le front de lutte contre cette crise.

De même les résultats, moins importants certes, mais en hausse cependant, des listes d'extrême gauche présentées par l'OCT et deux organisations trotskystes, témoignent aussi, d'une autre manière de la défiance que certains travailleurs ont tenu à manifester au projet de l'union de la gauche. Les désaveux infligés à Nancy, Lille ou Orléans aux têtes de liste social-démocrates compromis depuis des années dans les manœuvres avec les forces de droite, ceux infligés à Aubervilliers ou St Ouen à des municipalités sortantes du PCF, témoignent sur le plan électoral, dans des cas particuliers certes peu nombreux, du développement de cette défiance à l'égard des perspectives de l'union de la gauche.

Ainsi est posé aux révolutionnaires le problème de la bataille à mener pour faire mûrir cette défiance, en une claire prise de conscience des propositions de la gauche, de la nature des forces qui la composent, le PS comme le PCF.

La participation des communistes révolutionnaires aux prochaines élections législatives est une composante de cette bataille, et revêt une importance particulière compte tenu du rôle que vont jouer ces élections dans le développement de la crise. Mais pour remplir pleinement l'objectif qu'elle vise, une telle participation doit remplir deux conditions. D'une part tracer une claire ligne de démarcation avec la bourgeoisie de droite et de gauche, avec les projets capitalistes contradictoires dont sont porteurs le PCF et le PS, révélant clairement aux travailleurs que si le capitalisme c'est la crise, la gauche c'est toujours le capitalisme. D'autre part refuser, au contraire de ce que font les groupuscules trotskystes depuis des dizaines d'années qu'ils existent, de faire du vote réformiste au second tour une position de principe. Au demeurant le résultat de 10 % obtenu par la liste d'unité populaire de Vénissieux, à laquelle participaient des militants de notre Parti, lesquels refusaient, on s'en doute, d'appeler à voter pour le PCF au deuxième tour, indique assez que l'influence d'une candidature n'est pas diminuée par la clarté des démarcations tracées avec les partis bourgeois de gauche.

Voilà toutes les leçons auxquelles il faudra réfléchir, en analysant la situation concrète à la veille des élections législatives de 78, et en particulier en portant toute notre attention à la matérialisation dans les masses des aspirations au socialisme.

plein succès du rassemblement communiste

les interventions... Parmi les interventions... Parmi les interve...

Une ouvrière de la Sescosem

«VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS»

La politique commencée en septembre, blocage des salaires, menace d'une augmentation du chômage se poursuit.

Barre, dans son discours s'adressant aux travailleurs, dit : «Des revendications excessives, n'auraient d'autre résultat que de compromettre leur propre emploi».

Et à l'égard du patronat, Barre multiplie les réponses favorables aux demandes de déblocage de crédits. C'est le cas à Thomson Sescosem, Dumas le nouveau patron en bon exécutif du plan Barre veut appliquer un plan de restructuration à la Thomson.

La camarade rend compte de la lutte menée depuis mi-décembre dans l'entreprise contre les 349 licenciements prévus. Malgré les entraves des responsables CGT, l'action s'est engagée, avec notamment une manifestation, le 16 février : «Union, action, n'attendons pas les élections».

Depuis 4 semaines, les travailleurs avec la CFTD accompagnent les deux premières licenciées sous contrat, Antoinette et Jacqueline. Leurs petits chefs, sabotent la chaîne en cachant le brouillon. Au bâtiment C où travaille Jacqueline, son chef démonte carrément les machines...

Face à cela les travailleurs s'organisent. «On veut rester» : donc il faut en prendre les moyens... Les travailleurs discutent et Jacqueline et Antoinette sont mutées par les travailleurs dans d'autres ateliers où les chefs sont aussi des licenciés.

La direction a recours à la justice.

Devant le tribunal a lieu un meeting, réunissant de nombreuses boîtes de Grenoble (Télémeccanique, Richier, Renault Dauphiné, Beacom, Hewlett Packard, Caterpillar, des délégations des camarades de Thomson Dijon, Thonon, des étudiants, des chômeurs qui interviennent sur les problèmes de l'emploi.

«Nous voulons vivre et travailler au Pays».

Sourd à ces revendications, le verdict est tombé deux jours plus tard, sans surprise : aux yeux de la justice, la Thomson a raison elle est autorisée à se débarrasser des «2 gêneuses» par tous les moyens qu'elle juge bons, y compris par la force.

Nous refusons ce verdict, les travailleurs continuent la lutte. La direction a peur de la popularisation des formes de lutte employées par les travailleurs qui remettent

quotidiennement en cause son autorité. Elle recule, elle embauche tous les contrats arrivant à terme, environ une centaine d'ouvrières.

Pourquoi le large soutien de la population grenobloise pour la Sescosem ?

Nous sommes 1 900 travailleurs : qui n'a pas un mari, une sœur, une copine à la Sescosem ?

En plus les travailleurs viennent de toute la région (Voiron, Rives, Crolles, etc.) C'est une boîte importante, il y a des familles entières qui y travaillent.

Pour nous, la lutte continue, nous resterons à la Sescosem. La direction connaît la détermination des travailleurs, elle ne recule pas uniquement à St Egrève.

En effet à Malakoff et Gennevilliers, le patron suspend les mesures envisagées envers les agents techniques. A Cholet, sous la pression des travailleurs, la direction suspend les mesures envers 25 personnes.

«Nous refusons tout licenciement» !

«Non au plan Barre, Non au plan d'austérité» !

«Nous resterons, pour vivre et travailler au Pays»...

Un vétéran communiste de Moselle

«CONSTRUIRE LE PARTI DONT NOUS AVONS BESOIN»

Chers Camarades,

Cela me fait un grand plaisir d'être parmi vous à ce rassemblement organisé par notre Parti. Il y a seulement quelques mois que j'ai rejoint les rangs de notre Parti.

Je milite depuis plus de 40 ans à la CGT. J'ai été 29 ans au Parti Communiste Français. J'étais responsable à l'agitation propagande et à l'éducation à la section de Lagny en Seine et Marne. A la fin de l'année 50, je suis venu en Moselle. Ces dernières années, j'ai occupé la responsabilité de trésorier à la cellule Marcel Servin à Rombas.

Evoquant l'expérience du Front Populaire : La bourgeoisie ne cède que quand elle a peur », celle de la Libération « Seul le PCF pouvait appeler les ouvriers à reconstruire l'économie capitaliste », le mouvement de grève de 68, le camarade conclut cette partie de son intervention :

« Aujourd'hui, la crise que nous traversons est plus profonde, l'impérialisme français affaibli n'a plus de réserves, la bourgeoisie de notre pays ne peut plus proposer de solutions, elle n'est capable que de nous proposer « de nous serrer la ceinture » avec son plan Barre... »

Plusieurs fois, dans notre pays, comme je viens de vous le dire, Chers Camarades, j'ai vu la révolution frapper à la porte, mais j'ai vu aussi comment nos espoirs et nos luttes ont été trahis.

Mais cette fois, la « gauche » ne pourra remettre le capitalisme en selle, car cette crise n'est pas semblable aux autres. »

Il s'adresse ensuite particulièrement aux membres du PCF :

« Je vous demande de bien réfléchir à ce qu'est devenu le PCF qui vient d'abandonner, à la sauvette, la dictature du Proletariat, qui, avec ses appels aux cadres et aux ingénieurs, veut construire un capitalisme d'Etat. Non, le PCF ne nous conduit pas au socialisme. Camarades, je vous invite à ouvrir les yeux comme je l'ai fait.

Camarades, votre place est avec nous, venez avec nous construire le Parti dont nous avons besoin, fidèle au marxisme-léninisme, un véritable Parti Communiste.

Vive le Parti Communiste Révolutionnaire !
Vive le Proletariat International !

Un sidérurgiste lorrain

«LA SOLUTION À LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE, C'EST LE CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ»

«Il me faut 9 200 licenciements tout de suite et sans que cela ne coûte un centime à la société».

C'est ce que déclarait en novembre dernier, Durand-Rival, PDG de Sacilor-Sollac un des 2 géants de la sidérurgie installée en Lorraine.

Voilà tout le cynisme, affiché par les patrons de la sidérurgie ! En Lorraine, c'est la fermeture d'usines, comme à la Chiers à Longwy (3 500 emplois), comme à Usinor Thionville (4 000 emplois).

C'est l'arrêt des aciéries à Jœuf, à Homécourt... C'est des centaines de licenciements à Usinor Longwy. En Lorraine, c'est des villes entières qui vont mourir avec les coupes sombres que font les maîtres de forges contre la classe ouvrière.

Cela d'autant plus que pour un emploi sidérurgique supprimé, c'est en réalité 3 emplois qui sautent...

(...) Cette restructuration est la 3^e du genre. Déjà en 66, des milliers d'emplois étaient supprimés dans le bassin de Longwy avec l'arrêt des fours Martin. Les maîtres de forges faisaient un choix ouvertement impérialiste en lançant la sidérurgie sur l'eau à Dunkerque, fondée sur le pillage des pays du Tiers Monde...

(...) Chaque fois qu'un tel plan était décidé, c'était le bon ! D'après les capitalistes et leurs serviteurs appointés. C'était ce qu'il fallait pour paraître-il sauvegarder l'emploi pour rattraper le peloton de tête comme dit si bien Giscard, pour conquérir de nouveaux marchés...

(...) Dans cette situation, les réformistes et surtout les révisionnistes du PCF sont partis en campagne avec leur solution miracle : la nationalisation de la sidérurgie et des mines de fer.

D'après eux, la nationalisation serait le moyen de

redonner à la sidérurgie française une place privilégiée sur le marché européen et mondial.

C'est clair ! Ils voudraient rendre l'économie française plus compétitive, plus «agressive» vis-à-vis de ses concurrents allemands, italiens, japonais...

Mais n'est-ce pas ce que notre bourgeoisie a toujours essayé d'obtenir avec ses plans successifs de rationalisation et de chômage ? Le plan Barre n'est-il pas une ultime tentative pour notre bourgeoisie de se redépouiller ?

Et pourtant, on voit les résultats : échecs sur échecs

Quand les révisionnistes disent : la nationalisation c'est efficace, ça veut dire qu'il y aura nécessairement de nouvelles restructurations, des licenciements, une augmentation de la productivité des travailleurs.

Dans le statut du sidérurgiste proposé par le PCF, qu'y a-t-il ? On y parle d'aménagement du salaire

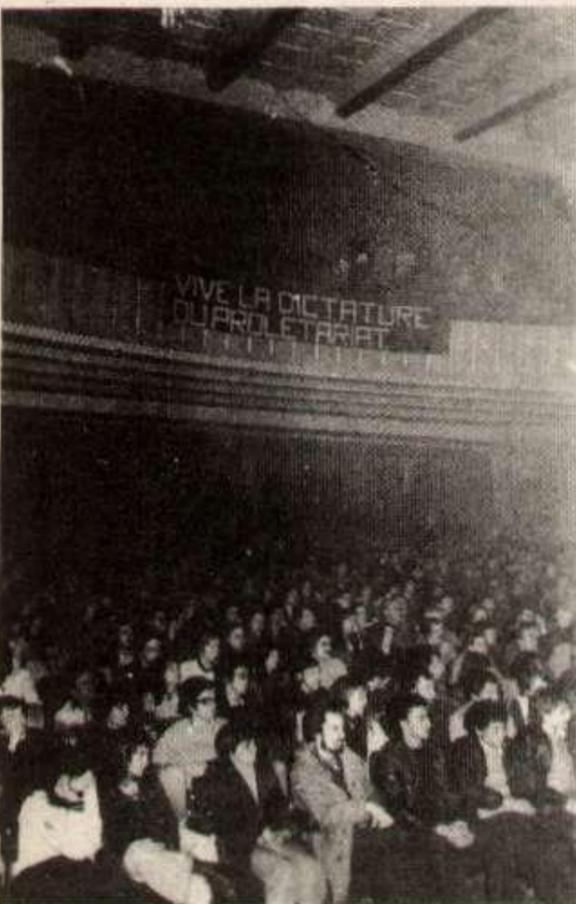
au rendement, de licenciement, puisqu'il est dit : «Pas de licenciement sans reclassement». Reclassement peut être, licenciement sûr-ment !!

(...) Dans notre région de Lorraine, où en 10 ans la classe ouvrière a été frappée par 3 vagues massives de licenciements, les sidérurgistes ont été pressés comme des citrons par les feux continus, détruits par la fatigue, l'asthme et la bronchite chronique.

La conscience grandit qu'il faut un changement de société pour en finir une fois pour toute avec l'exploitation capitaliste.

La réflexion s'approfondit sur les solutions à mettre en œuvre dans une autre société la société socialiste où classe ouvrière dirigera.

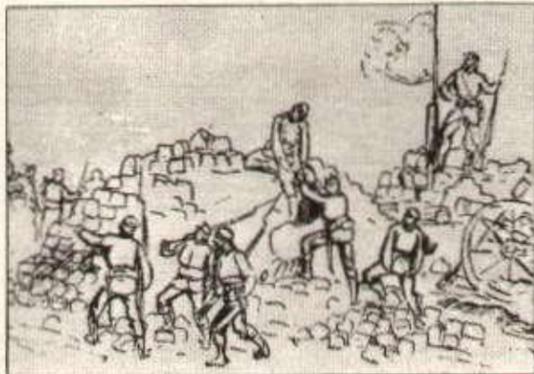
Et comme le disait l'ouvrier sidérurgiste de vallée de la Fensch : « fois que la notion de f aura disparu, tout sera sible ».



La Commune au jour le jour

Par Paule Sacconnet

Mercredi 5 avril 1871



L'offensive versaillaise et l'échec de la sortie des Fédérés poussent les Parisiens à renforcer leurs barricades, en particulier près des portes de la capitale.



Il s'amorce aussi toute une campagne de conciliation dont cette caricature est le reflet («Embrassons-nous, précise la légende, et que ça finisse»).

Les conciliateurs se recrutent surtout chez les républicains modérés comme Clémenceau ou Schœlcher, chez les francs-maçons très nombreux et aussi, bien entendu, dans les milieux d'affaires. La Commune, elle, ne se laisse pas leurrer. Et sa Commission exécutive tranche : «la conciliation, c'est la trahison». Le premier éditorial du nouveau journal, «L'action», lancé par Lissagaray, illustre bien cette position : «A mort !

Ils ont bombardé Paris, sans sommation comme les Prussiens. Quant à ce journal dont le projet était né avant le bombardement, il n'a à dire qu'un mot : EN AVANT ! Et son rédacteur en chef dépose momentanément sa plume, ne comprenant à cette heure qu'une manière de collaborer à l'action — avec un fusil — sur les remparts».



Malgré une situation militaire angoissante, le peuple de Paris se prépare à l'une de ses grandes fêtes politiques. Sur l'initiative du comité du XI^e arrondissement (ou se trouvait la fameuse prison de la Roquette), il est décidé que le lendemain matin, le 137^e bataillon ira rue Folie-Méricourt et réquisitionnera la guillotine. Pour la rapporter devant la mairie, au pied de la statue de Voltaire «le défenseur de Sirven et de Calas». Et là, publiquement, dans la joie populaire, on brûlera ces sinistres lois de justice qui fonctionnaient essentiellement contre les travailleurs souvent accusés au vol par la misère. (D'ailleurs, certains avaient été guillotins, comme «meneurs» lors de l'insurrection).

DANS NOTRE COURRIER

De Roubaix A propos du dépistage radio

QUELLE MEDECINE PREVENTIVE VOULONS-NOUS ?

Camarades, L'article sur «Le nucléaire au Quotidien» du samedi 28 mars nous apporte des renseignements précis fort utiles pour nous qui travaillons en secteur hospitalier, pour nous-mêmes et pour les malades. Nous suivons assidûment d'ailleurs la série d'articles qui, en refusant de donner dans le «sensational» apporte des données précises, scientifiques, qui sont autant d'éléments pour la lutte : il est bon d'avoir des données précises pour ne pas se faire bluffer par des arguments du type : «Vous ne risquez rien, vous

êtes en fait très peu exposés», alors que si on travaille dans un bloc opératoire ou en service de pneumologie, par exemple, ou de cardiologie, on est soumis aussi à des doses minimes répétées, exposition dont vous avez souligné les risques. Il est intéressant aussi de savoir quels sont les intérêts en jeu (CGR).

Cependant, nous ne pouvons être d'accord avec la conclusion du paragraphe «les dangers des radioscopie et des radio-photos»

dans lequel vous recommandez de refuser de passer les examens annuels (scopie ou photo). Il est vérifié en effet que les dépistages de tuberculose sont fréquemment faits en médecine du travail, du moins pour notre région, où la tuberculose touche encore de nombreux travailleurs et en particulier des travailleurs amygdes du fait des conditions de vie. Il n'est pas possible de ne pas se soucier de ses poumons vu les conditions favorisant la maladie qui sont faites aux travailleurs, même si le dépistage est un moyen d'économie pour la bourgeoisie

qui refuse des conditions de logement, de travail saines aux travailleurs. On peut dénoncer le dépistage tel qu'il est pratiqué (scopie ou photo au lieu de la radiographie qui laisserait un document et expose dix fois moins aux rayonnements X en moyenne), on peut dénoncer également et essayer de lutter contre le fait que la bourgeoisie dépiste au lieu de prévenir la maladie mais on ne peut faire comme si le risque de maladie n'existait pas.

Salutations communistes. Roubaix

Vous avez raison de souligner l'importance des risques courus par les hospitaliers dans certains services. Il est courant de pratiquer les radios de contrôle pendant les opérations chirurgicales de façon répétée, et les précautions nécessaires sont rarement prises. Autre cas particulièrement révélateur : l'iode radio-actif, très utilisée dans les hôpitaux, n'impressionne pas les dosifilms dont on continue à munir les hospitaliers qui manipulent cette substance.

Pour ce qui est de la tuberculose et de son dépistage, il faut rappeler quelques données. Le pourcentage de cas de tuberculose dépistés par radio est très minime. Le taux de dépistage par radio diminue régulièrement : sur 500 000 radios-photos pratiquées en 74 dans les caisses d'assurances maladie de la région parisienne, le taux de détection n'était plus que de 0,38

pour 1 000. A cela plusieurs raisons :
 • les cadences auxquelles sont pratiqués ces examens font que les clichés flous, peu lisibles sont relativement nombreux.
 • La lecture même de ces clichés est entravée par cette course à la rentabilité. Le médecin lit les radios trop vite et passe parfois sur de petites anomalies qui peuvent s'aggraver.
 • Les radios-photos, mode de dépistage qui tend à devenir dominant, sont trop petites. La lecture à la loupe ne peut restituer aussi finement la trame pulmonaire qu'une grande radiographie.

Le dépistage d'une maladie comme la tuberculose se fait dans l'essentiel des cas sur la base de l'examen clinique (fatigue, perte de poids...). Or les médecins du travail, souvent plus préoccupés de faire la chasse à l'inaptitude (refoulement des inaptes) que de prévenir, ne font d'examen

clinique que tous les deux ou trois ans. La tuberculose est actuellement dépistée surtout par les médecins de quartier et les urgences des hôpitaux où les malades sont venus consulter pour autre chose.

En résumé, nous ne sommes pas systématiquement contre les radios de dépistage, mais pour un véritable dépistage.

On ne peut évacuer, et vous avez raison de le souligner l'examen concret de situations particulières. Les travailleurs immigrés et les hospitaliers sont aujourd'hui les plus atteints par la tuberculose. Les immigrés n'ont souvent pas d'autre examen médical que la radio. Dans ce cas, surtout dans une région où le nombre de maladies pulmonaires est considérable, les radios peuvent être utiles. Mais il faut alors exiger de passer une radiographie pour ne pas ajouter une dose trop forte

aux doses «clandestines» reçues à l'usine. Pour les hospitaliers la solution est plus difficile, ils reçoivent trop de rayons et sont exposés par contamination directe dans les services à la tuberculose. La bataille réside dans ce cas dans la lutte contre les irradiations clandestines dans les services, mais aussi par la lutte pour obtenir des examens cliniques complets plutôt qu'une médecine du travail à la chaîne. Le mieux est d'obtenir que le dépistage annuel quand il est nécessaire soit fait par graphie et de refuser les scopies ou les photos trop dangereuses. L'information sur ce point est très importante, elle a déjà été engagée par plusieurs sections syndicales (Geiger, Samaritaine, CEA Saclay). Les hospitaliers peuvent avoir un rôle d'information important auprès des autres hospitaliers et auprès des ouvriers hospitalisés.

P. PUJOL

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE
 1 AN 300 F

Nom
 Prénom
 Adresse

Abonnement normal : 300 F
 Abonnement de soutien : 500 F
 Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
 en une fois
 en trois fois (échelonné sur trois mois)

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM
 Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
 Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
 Directeur de publication : Y. Chevat
 Imprimé par IPCC-Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

FRONT ROUGE N° 14 EST PARU

front rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE
 RÉVOLUTIONNAIRE marxiste léniniste

L'EURO-REVISIONNISME A L'HEURE D'HELSINKI

Passez vos commandes à Front Rouge,
 BP 68 75 019 Paris.

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

66^e épisode

A gauche, la section laissa Valchevrière, village isolé, tassé autour de sa chapelle, pour s'enfoncer dans le bois de la Loubière.

Des cris brefs : la section s'évala. Au passage, les hommes coupaient des branches, arrachaient des poignées d'herbe qu'ils glissaient dans leurs ceintures, sous leur béret, pour se camoufler.

Au pied du mamelon, Volume d'un côté, Catillon de l'autre, lancèrent une grenade. Les mitrailleuses allemandes répondirent, comme à l'exercice. Il ne restait plus qu'à les déborder.

Dans la pluie et le brouillard, Catillon serrait Vieljeu pour ne pas le perdre. Maintenant, les armes claquaient de partout. Un Allemand passait en courant. La grenade de Vieljeu roula entre ses pieds.

Puis, rien. Les mitrailleuses arrêtées, le brouillard flottant, Catillon lui-même était perdu.

Un coup de feu, et la fusillade reprit. Vieljeu cherchait ses hommes. Catillon lui tapa sur l'épaule : au bas d'une roche, trois Allemands installaient une mitrailleuse. Deux grenades pour cette escarmouche : les trois hommes tués, la mitrailleuse foutue.

Vieljeu fonçait droit devant lui. Les branches qui lui fouettaient le visage lui importaient aussi peu que les Allemands morts. Trois hommes comptaient moins aujourd'hui que le seul milicien, à peine deux mois plus tôt. Il est vrai que le Francgard était sans défense. Mais, à la guerre, celui qui est tué n'est-il pas toujours sans défense ?

— Je m'en fous, se dit Vieljeu.

Il cherchait à sa ceinture une autre grenade ; il n'en avait plus. Il sortit son revolver.

— Vous allez vous faire buter, espèces de cons !

La voix sortait d'un buisson. Vieljeu et Catillon se retournèrent, interloqués. Une tête apparut et disparut dans les feuilles.

— Par ici !

Dans les taillis, ils se retrouvèrent en famille avec le sergent Ombel, de la compagnie Brisac, et son groupe.

— Qu'est-ce que vous foutez là ?

— Nous ? Brisac nous a envoyés faire une diversion sur les arrières boches.

— Catillon et moi sommes perdus.

— Alors, suivez-nous. En route pour la Goule Noire.

Par des chemins de chèvres, Catillon et Vieljeu regagnèrent les lignes. Le capitaine Brisac les accueillit chez lui. Partout, au nord, les Allemands avançaient. Ils occupaient déjà Méandre. Ici, la compagnie continuait à tenir les gorges de la Bourne.

Ce n'est qu'au P. C. de Brisac que Vieljeu s'aperçut qu'il était blessé. Un éclat de grenade, d'une de ses propres grenades, lui avait éraillé la cuisse : blessure sans gravité, malgré le sang perdu.

De l'autre côté des gorges, les Allemands ouvraient sur Valchevrière et sur Herbouilly un barrage de mortiers, préparant l'attaque finale.

Vieljeu et Catillon se regardaient, la rage au cœur. A la section, Volume devait les croire morts. Impossible, maintenant, de regagner Valchevrière. Goderville devrait continuer la bataille sans eux.

Les bois fumaient sous la pluie.

Terro rechargea son revolver en reculant. Près de lui, Sauvebois tirait des rafales de son fusil-mitrailleur, qu'il tenait à pleins bras.

Les Allemands, comprenant que leur proie s'esquivaient, s'élançèrent à l'attaque, négligeant de chercher le couvert.

Terro repoussa du pied une grenade et tira trois balles sur l'Allemand qui l'avait lancée. Une main saisit Terro à l'épaule, le jeta brusquement en arrière, dans la grotte. Les premiers Allemands, à dix mètres, s'écroulèrent, fauchés par les rafales des deux fusils-mitrailleurs mis en batterie devant l'entrée. L'adjudant Miscon, bloqué dehors, déchargea sa mitrailleuse et tomba, la gorge ouverte. Une dizaine d'Allemands restaient morts devant la grotte, pendant que les plus chanceux se sauvaient. La première attaque brisée, la section cernée était sauvée pour l'instant. Sur vingt-neuf hommes, deux tués.

Un sous-officier allemand se leva :

— Fenez là ! Fous tous pris ! Rentez-vous tout de suite !

Une rafale le coupa en deux. Puis, ce fut la pluie sur la montagne, ruisselant entre les rochers. Les Allemands ne bougeaient plus. Les Français ne paraient pas. A deux cents mètres, un berger, passé là par hasard, gisait mort, tenant encore en main son grand parapluie bleu.

(à suivre)

LES MAÎTRES PENSEURS

d'A. GLUCKSMANN

Au crépuscule des idoles, l'oiseau de Minerve, dont on fit longtemps le symbole de la philosophie, veut prendre son envol, mais ne peut que battre de l'aile. Glucksmann a, en effet, précipitamment décidé de régler ses derniers comptes philosophiques, en brisant les icônes qu'il baisait encore avant-hier. Car, pour avoir cru que la révolution était un dîner de gala où il serait convié avec gentillesse, Glucksmann s'était réclamé, mais dans l'abstrait, bien loin de la prosaïque réalité des contradictions de classe, de Marx et de Mao. Mais voilà. La révolution, ce sont des classes qui se livrent un combat à mort pour le pouvoir. Et même après la prise du pouvoir par le prolétariat, comme le soulignait Mao, on ne peut dire définitivement qui, du socialisme et du capitalisme l'emportera. Alors décidément, non ! Une révolution qui a ses contradictions et qui n'en finit pas avec la lutte de classe, c'en est trop. Glucksmann baisse les bras. Dépit. Car là où la révolution s'est faite, l'État a subsisté. Et les masses ont laissé faire. Alors si le social-fascisme a pu s'installer en URSS, pourquoi pas en Chine ? (Car les masses pour Glucksmann n'ont aucune autonomie ni hégémonie politique donc ne peuvent se mobiliser pour défendre leur révolution contre la bourgeoisie révisionniste. Pions que l'on déplace, elles seraient finalement peu concernées par la révolution). Il n'y a plus alors que « la grande machinerie du pouvoir moderne qui met en marche les discours, creuse les imbro-

glios, actionne les phantasmes. Mao a réalisé la philosophie de Hegel et de Mao, du Kremlin, du Pentagone et de la Cité interdite ». Seul dans ses ténèbres, Glucksmann se raccroche à ce qu'il a : Soljénitsyne et le Goulag. Or le Goulag - le système policier de Brejnev était selon notre auteur déjà chez Marx, parce que Marx était allemand au XIX^e, et que c'est en Allemagne et à cette époque que Fichte, Hegel, Marx et Nietzsche affirment des prétentions philosophiques à la domination mondiale d'où sortiraient, justifiés, tous les États policiers. Mais le pire, et Glucksmann en désespère, c'est que les masses, aujourd'hui, veulent la révolution, et elles ne peuvent, selon lui, que créer des États policiers : « l'État ne

devient pas le peuple, mais le peuple passe fonctionnaire. Terreur rouge ou terreur blanche, les massacres dans les prisons se ressemblent et font jouer les mêmes catégories morales ». Dès lors, aujourd'hui, le marxisme ne fait plus recette, car chacun est « divisé en deux personnes » et occupé à « s'exploiter lui-même ». Tous participent à la reproduction de l'exploitation, par exemple en faisant grève pour qu'une usine d'armement échappe à la faillite... Tenir compte de cette division intérieure devrait rendre impossible l'imagination d'une révolution unique, ultime, faisant s'affronter les bons et les méchants en une bataille décisive. « Si nul n'échappe complètement à la reproduction des rapports d'exploitation, si chacun est « dou-

blé », le plus grand nombre se retrouve au bout de son propre fusil ». Glucksmann ne nous dit pas si les prolétaires doivent préférer mourir sous les balles des CRS, mais c'est tout comme. Voilà donc la cent millionième maison funèbre du marxisme-léninisme, ce qui n'a jamais empêché les prolétaires d'aspirer au socialisme et au pouvoir des ouvriers et paysans, celui qui fiche aujourd'hui une telle frousse à Glucksmann, avec ses rapports de dictature sur la classe bourgeoise et la volonté de dépeçage de l'État imposée par les masses organisées.

Les véritables maîtres à penser de Glucksmann sont ceux du vieux monde.

C.NOËL



Glucksmann s'était réclamé durant quelques temps de la révolution chinoise, « oubliant qu'elle est marquée par une intense lutte de classe. (photo du film « L'usine de générateurs » de Joris Ivens).

Programme télé

Mardi 5 avril

TF 1

13 h 00 - Actualités
13 h 45 - Restez donc avec nous
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Gédéon
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Les lettres volées
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - Hé bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 Actualités
20 h 30 - « Le château et la chaumière », film de Gérard Patris, produit par l'I.N.A. et TF1
21 h 35 - A la poursuite des étoiles : « Et pourtant elle tourne ! » (Galilée)
22 h 40 - Tennis de table : championnats du monde
23 h 20 - TF 1 Actualités

A 2

13 h 50 - Ne le dites pas avec des roses - feuilleton
14 h 05 - Les après-midi d'Antenne 2
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - actualités Régionales
19 h 40 - Flash Information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - Les dossiers de l'Écran : « Fachoda » (fin)
La rivalité coloniale franco-britannique en Afrique
23 h 30 - Journal

FR 3

18 h 45 - Les aventures de Tintin
19 h 00 - Lolek et Bolek - dessin animé
19 h 45 - Caractères - émission régionale
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Tribune Libre : « Frères des Hommes »
19 h 55 - FR3 Actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Western, film policier, aventure : « A l'Ouest du Montana », film américain de Burt Kennedy (1964)
22 h 00 - FR 3 Actualités

déclaration politique du conseil national palestinien

13^e session (session du martyr Kamal Joumblatt)

La 13^e session du Conseil National Palestinien se référant à la Charte Nationale Palestinienne et aux résolutions des précédents Conseils Nationaux, soucieux de préserver les victoires et les acquis politiques réalisés par l'Organisation de Libération de la Palestine sur le plan arabe et international durant la période qui a suivi sa 12^e session.

Après examen et discussion des derniers développements de la Cause Palestinienne, des différents aspects de l'action menée par la Révolution Palestinienne sous la direction de l'OLP dans les domaines intérieur, arabe et international et de la conjoncture arabe et internationale.

Réaffirmant son soutien à la lutte nationale palestinienne au sein des instances arabes et internationales,

Déclare ce qui suit :

1-Le Conseil National Palestinien réaffirme que la cause palestinienne constitue l'essence et le fondement du conflit arabo-sioniste et que la résolution 242 du Conseil de Sécurité ignore le peuple palestinien et ses droits inaliénables sur sa patrie. En conséquence, le Conseil réaffirme le rejet de cette résolution et refuse de s'y conformer, tant sur le plan arabe qu'international.

2-Le Conseil National Palestinien réaffirme la détermination de l'OLP à poursuivre la lutte armée ainsi que toutes formes de luttes politique et populaire afin de recouvrer les droits nationaux inaliénables du peuple arabe de Palestine.

3-Le Conseil National Palestinien réaffirme que la lutte dans les territoires occupés, sous toutes ses formes, militaire, politique et populaire, constitue le maillon central de son programme d'action. Partant de ce principe, l'OLP s'emploie à intensifier la lutte armée dans les territoires occupés et toutes autres formes de lutte qui l'accompagnent. Elle apporte toutes formes de soutien moral, et matériel aux masses de notre peuple en terre occupée afin d'intensifier leur lutte et de renforcer leur résistance en vue de mettre en échec et liquider l'occupation.

LA RÉSOLUTION 242 (NOVEMBRE 67) DE L'ONU (extraits)

A)-Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit. (1)

B)-Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque État de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force.

2) Affirme en outre la nécessité :

- a)-de garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région ;
- b)-de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés
- c) de garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État par des mesures comprenant notamment la création de zones démilitarisées.

(1)-Le texte anglais porte «with-drawal from occupied territories» (de territoires occupés) et non pas «from the occupied territories» (des territoires occupés)

LA RÉSOLUTION 338 (OCTOBRE 73) DE L'ONU (extraits)

«Demande aux parties intéressées de commencer immédiatement après le cessez le feu à appliquer la résolution 242 (1967) dans toutes ses dispositions».

Nous présentons aujourd'hui le texte final du Conseil National Palestinien réuni au Caire pendant le mois de mars. A la suite de cette 13^e session, Yasser Arafat, réélu président du Comité Exécutif de l'OLP a déclaré : *«De tous les Conseils Nationaux que nous avons réunis, c'est le plus important, compte tenu des conditions politiques difficiles qui l'ont précédé. Ce Conseil vient après l'affaire libanaise et les tentatives de l'impérialisme, du sionisme et des forces fascistes de nous détruire et de nous confisquer nos victoires. De même, malgré les tentatives de plusieurs parties d'empêcher cette réunion, elle a pu se dérouler. Ce Conseil est une défaite pour nos ennemis et une manifestation de notre indépendance. Le 13^e Conseil National réaffirme enfin à la face du monde l'adhésion du peuple palestinien à sa révolution et à ses institutions».*

4-Le Conseil National Palestinien réaffirme le rejet par l'OLP de toutes les formes de règlements capitulationnistes américains et de tous les projets de liquidation. Il confirme la détermination de l'OLP à s'opposer à tout règlement qui se ferait au détriment des droits inaliénables du peuple palestinien.

Il demande à la Nation arabe d'assumer ses responsabilités nationales et de mobiliser toutes ses potentialités pour faire face aux plans sionistes et impérialistes.

5-Le Conseil National Palestinien réaffirme l'importance et la nécessité de l'unité nationale, militaire et politique entre tous les détachements de la Révolution Palestinienne, dans le cadre de l'OLP. Il considère cette unité comme une condition fondamentale de la victoire. Il faut, par conséquent, consolider l'unité nationale à tous les échelons et dans tous les domaines, sur la base du respect des résolutions adoptées et en élaborant les programmes susceptibles de les mettre en œuvre.

6-Le Conseil National Palestinien réaffirme le droit de la Révolution Palestinienne à sa présence sur le sol du Liban frère, dans le cadre des Accords du Caire et de leurs annexes conclus entre l'OLP et les autorités libanaises. Il réaffirme également son attachement à l'application de la lettre et de l'esprit de ces accords, de manière à préserver et les armes de la Révolution et la sécurité des camps. Le Conseil National rejette toute interprétation unilatérale de ces accords et de leurs annexes tout en se déclarant soucieux de la souveraineté et de la sécurité du Liban.

7-Le Conseil National Palestinien rend hommage à l'héroïsme du peuple libanais frère et réaffirme le souci de l'OLP de préserver l'unité du Liban et de son

peuple, sa sécurité, son indépendance, sa souveraineté et son arabisme. Il réaffirme sa fierté pour l'appui manifesté par ce peuple frère héroïque à l'Organisation de Libération de la Palestine qui lutte pour le recouvrement des droits nationaux de notre peuple sur sa patrie et son droit à y retourner. Il réaffirme avec force la nécessité d'approfondir et de consolider les liens de solidarité entre toutes les forces nationales libanaises et la Révolution Palestinienne.

8-Le Conseil National Palestinien réaffirme la nécessité de renforcer le Front Arabe de Participation à la Révolution Palestinienne et de consolider les liens avec toutes les forces qui en font partie dans tous les pays arabes. Il réaffirme aussi la nécessité d'intensifier la lutte arabe commune et de développer les formes actuelles de soutien à la Révolution Palestinienne de manière à mieux affronter les plans impérialistes et sionistes.

9-Le Conseil National Palestinien décide de renforcer la solidarité arabe sur la base de la lutte contre l'impérialisme et le sionisme, de l'action pour la libération de tous les territoires arabes occupés et de l'engagement à soutenir la Révolution Palestinienne afin de récupérer les droits nationaux inaliénables du peuple arabe palestinien, sans réconciliation avec (Israël) ni reconnaissance de (ce dernier).

10-Le Conseil National Palestinien réaffirme le droit de l'OLP à assumer ses responsabilités militantes sur le plan national arabe et à partir de n'importe quel territoire arabe, en vue de libérer la terre occupée.

11-Le Conseil National Palestinien décide de poursuivre la lutte pour le recouvrement des droits nationaux de notre peuple,

notamment son droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement de son état national indépendant sur son sol national.

12-Le Conseil National Palestinien souligne l'importance du renforcement de la coopération et de la solidarité avec les pays socialistes, les pays non-alignés, les pays islamiques, les pays africains et avec tous les mouvements de libération nationale de par le monde.

13-Le Conseil National Palestinien rend hommage à l'attitude de tous les pays et des forces démocratiques qui se sont opposés au sionisme en tant que forme de racisme, et à ses pratiques agressives.

14-Le Conseil National Palestinien réaffirme l'importance des relations et de la coordination avec les forces démocratiques et progressistes juives à l'intérieur et à l'extérieur de la patrie occupée, qui luttent contre le sionisme en tant qu'idéologie et en tant que pratique. Il lance un appel à tous les pays ainsi qu'aux forces de la Liberté, de la Justice et de la Paix dans le monde, pour qu'ils cessent tout soutien et toute coopération avec le régime sioniste raciste et refusent tout contact avec lui ou avec ses instruments.

15-Le Conseil National Palestinien considérant les réalisations accomplies sur les scènes arabe et internationale depuis la fin de la 12^e session du Conseil et après examen du rapport politique soumis par le Comité Exécutif au cours de cette même session décide ce qui suit :

A) Il réaffirme le droit de l'Organisation de Libération de la Palestine à participer d'une manière indépendante et sur un pied d'égalité à toutes les Conférences, instances et démarches internationales concernant la Cause Palestinienne et le conflit arabo-sioniste, en vue de réaliser les droits nationaux inaliénables du Peuple Palestinien reconnus depuis 1974, par l'Assemblée Générale de l'ONU et notamment par la résolution N° 3236 de cette Assemblée.

B) Déclare nuls et non avenues tous règlements ou accords, conclus en l'absence du Peuple Palestinien et portant atteinte à ses droits.

VIVE LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE
VIVE L'UNITÉ NATIONALE ENTRE LES
DÉTACHEMENTS DE LA RÉVOLUTION
PALESTINIENNE
GLOIRE ET ÉTERNITÉ À NOS MARTYRS
RÉVOLUTION JUSQU'À LA VICTOIRE

Le Conseil National Palestinien
13^e session
Session du martyr Kamal Joumblatt
Le Caire 20.3.1977.

RÉSOLUTIONS

Le Conseil National Palestinien, après avoir pris connaissance du déroulement du dialogue euro-arabe et du rôle actif joué par l'OLP, relève l'importance de ce dialogue, exprime son espoir de le voir aboutir, et se déclare satisfait par les progrès enregistrés par les pays de la CEE dans leur position vis-à-vis de la cause palestinienne et de l'occupation par Israël des territoires arabes.

Il invite les États de la CEE à développer leur position exposée dans la déclaration de Tunis de février 1977, et à traduire la nouvelle position concrète d'opposition à l'occupation israélienne, afin de contribuer à permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables sur sa patrie.

*

Étant donné l'ampleur grandissante du mouvement d'émigration hors de l'entité sioniste pour fuir la dureté de la vie et la discrimination raciale à l'intérieur de la dite entité, ce qui prouve le caractère non fondé de l'idéologie sioniste, le Conseil National Palestinien, pour des considérations humanitaires, demande au Comité Exécutif de l'OLP d'entreprendre des démarches auprès des États arabes afin de faire promulguer par ces États des lois spéciales autorisant les juifs arabes, ayant quitté ces pays, à y retourner et à y jouir de la totalité de leurs droits de citoyens.

Le Conseil National Palestinien rend hommage aux États arabes ayant déjà promulgué de telles lois.

13^e Session du Conseil National Palestinien
Le Caire 20.3.1977

LA RÉSOLUTION 3236 (NOVEMBRE 74) DE L'ONU (extraits)

1)-Réaffirme les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y compris :

- a)-Le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure,
- b)-Le droit à l'indépendance nationale et à la souveraineté ;

2)-Réaffirme également le droit inaliénable des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et leurs biens d'où ils ont été déplacés et déracinés, et demande leur retour ;

3)-Insiste sur le fait que le respect total et la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien sont indispensables au règlement de la question de Palestine.

4)-Reconnait que le peuple palestinien est une partie principale à l'instauration d'une paix juste et durable au Proche Orient.

5)-Reconnait en outre le droit du peuple palestinien à recouvrer ses droits par tous les moyens conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.